



**RETURN BIDS TO:  
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des  
soumissions - TPSGC**

**Place du Portage, Phase III**

**Core 0B2 / Noyau 0B2**

**11 Laurier St./11, rue Laurier**

**Gatineau**

**Québec**

**K1A 0S5**

**Bid Fax: (819) 997-9776**

**REQUEST FOR PROPOSAL  
DEMANDE DE PROPOSITION**

**Proposal To: Public Works and Government  
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services  
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

**Comments - Commentaires**

**Vendor/Firm Name and Address**

**Raison sociale et adresse du**

**fournisseur/de l'entrepreneur**

**Issuing Office - Bureau de distribution**

Shared Systems Division (XL)/Division des systèmes  
partagés (XL)

Terrasses de la Chaudière

4th Floor, 10 Wellington Street

4th etage, 10, rue Wellington

Gatineau

Québec

K1A 0S5

<b>Title - Sujet</b> Integrated Library Systems	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> 72000-170012/A	<b>Date</b> 2018-05-01
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> 72000-170012	
<b>GETS Reference No. - N° de référence de SEAG</b> PW-\$\$XL-127-33511	
<b>File No. - N° de dossier</b> 127xl.72000-170012	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2018-06-13</b>	
<b>Time Zone</b> <b>Fuseau horaire</b> Eastern Daylight Saving Time EDT	
<b>F.O.B. - F.A.B.</b> <b>Plant-Usine:</b> <input type="checkbox"/> <b>Destination:</b> <input type="checkbox"/> <b>Other-Autre:</b> <input type="checkbox"/>	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Flemming, Brock	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> 127xl
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (613) 858-8073 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> ( ) -
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b> Bid Receiving - PWGSC/Réception des soumissions - TPSGC Phase III - Place du Portage Core 0B2 / Noyau 0B2 11 rue Laurier Gatineau Quebec K1A 0S5	

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

<b>Delivery Required - Livraison exigée</b> See Herein	<b>Delivery Offered - Livraison proposée</b>
<b>Vendor/Firm Name and Address</b> <b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> <b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm</b> <b>(type or print)</b> <b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/</b> <b>de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>



Item Article	Description	Dest. Code Dest.	Inv. Code Fact.	Qty Qté	U. of I. U. de D.	Unit Price/Prix unitaire FOB/FAM Destination	Plant/Usine	Delivery Req. Livraison Req.	Del. Offered Liv. offerte
1	Integrated Library Systems	72000	72000	1	Each	\$	\$	See Herein	

<b>Solicitation No. – N° de l'invitation</b> 72000-170012	<b>Amd. No – N° de la modif.</b>	<b>Buyer ID – Id de l'acheteur</b> 127XL
<b>Client Ref. No. – N° de réf. De client</b>	<b>File No. – N° du dossier</b>	<b>CCC No./N° CCC – FMS No/ N° VME</b>

# DEMANDE DE SOUMISSIONS

## SYSTÈME INTÉGRÉ DE BIBLIOTHÈQUE

### POUR LE

## SERVICE DES POURSUITES PÉNALES DU CANADA

### Table des matières

<b>PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX.....</b>	<b>4</b>
1.1 Introduction.....	4
1.2 Sommaire .....	4
1.3 Comptes rendus .....	5
<b>PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES.....</b>	<b>5</b>
2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées .....	5
2.2 Présentation des soumissions.....	6
2.3 Ancien fonctionnaire .....	6
2.4 Demandes de renseignements - en période de soumission.....	7
2.5 Lois applicables .....	8
2.6 Améliorations apportées au besoin pendant la demande de soumissions.....	8
2.7 Données volumétriques.....	8
<b>PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS.....</b>	<b>9</b>
3.1 Instructions pour la préparation des soumissions .....	9
3.2 Section I : Soumission technique .....	11
3.3 Section III : Soumission financière .....	12
3.4 Section IV : Attestations .....	12
<b>PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION .....</b>	<b>13</b>
4.1 Procédures d'évaluation .....	13
4.2 Évaluation technique .....	13
4.3 Évaluation financière .....	14
4.4 Méthode de sélection .....	16
<b>PARTIE 5 - ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES .....</b>	<b>16</b>
5.1 Attestations exigées avec la soumission.....	17
5.2 Attestation préalable à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires.....	17

<b>Solicitation No. – N° de l'invitation</b> 72000-170012	<b>Amd. No – N° de la modif.</b>	<b>Buyer ID – Id de l'acheteur</b> 127XL
<b>Client Ref. No. – N° de réf. De client</b>	<b>File No. – N° du dossier</b>	<b>CCC No./N° CCC – FMS No/ N° VME</b>

<b>PARTIE 6 - EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ .....</b>	<b>19</b>
6.1 Exigences relatives à la sécurité .....	19
Le présent document est NON CLASSIFIÉ, cependant : .....	19
<b>PARTIE 7 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT .....</b>	<b>19</b>
7.1 Besoin.....	19
7.2 Octroi de licences.....	20
7.3 Propriété .....	21
7.4 Biens ou services optionnels.....	21
7.5 Durée de la licence.....	21
7.6 Droit d'accorder une licence.....	22
7.7 Modifications de fonctionnalités .....	22
7.8 Système intégré de bibliothèque, maintenance et services de soutien .....	22
7.9 Clauses et conditions uniformisées.....	24
7.10 Exigences relatives à la sécurité .....	24
7.11 Durée du contrat.....	24
7.12 Responsables.....	25
7.13 Paiement .....	26
7.14 Instructions relatives à la facturation .....	28
7.16 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Manquement de la part de l'entrepreneur .....	28
7.17 Lois applicables .....	28
7.18 Ordre de priorité des documents.....	28
7.19 Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien).....	29
7.20 Ressortissants étrangers (entrepreneur étranger).....	29
7.21 Exigences en matière d'assurance .....	29
7.22 Limitation de la responsabilité – gestion de l'information/technologie de l'information.....	29
7.23 Garantie financière .....	33
7.24 Entrepreneur en coentreprise.....	33
7.25 Élargissement de la gamme de produits existants.....	33
7.26 Configuration de la solution logicielle .....	34
7.27 Déclarations et garanties.....	34

<b>Solicitation No. – N° de l'invitation</b> 72000-170012	<b>Amd. No – N° de la modif.</b>	<b>Buyer ID – Id de l'acheteur</b> 127XL
<b>Client Ref. No. – N° de réf. De client</b>	<b>File No. – N° du dossier</b>	<b>CCC No./N° CCC – FMS No/ N° VME</b>

**Liste des annexes du contrat subséquent :**

Annexe A	Base de paiement
Annexe B	Énoncé des travaux
Annexe C	Énoncé des besoins

**Formulaires :**

- Formulaire 1 – Formulaire de présentation de la soumission
- Formulaire 2 – Formulaire d'attestation de l'éditeur de logiciel
- Formulaire 3 – Formulaire d'autorisation de l'éditeur de logiciel
- Formulaire 4 – Formulaire de liste de noms
- Formulaire 5 – Formulaire de déclaration

Solicitation No. – N° de l'invitation 72000-170012	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 127XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./N° CCC – FMS No/ N° VME

# DEMANDE DE SOUMISSIONS

## SYSTÈME INTÉGRÉ DE BIBLIOTHÈQUE

### POUR LE

## SERVICE DES POURSUITES PÉNALES DU CANADA

### PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

#### 1.1 Introduction

La demande de soumission compte sept parties ainsi que des annexes et des pièces jointes, comme suit :

- Partie 1** Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin;
- Partie 2** Instructions à l'intention des soumissionnaires : renferme les instructions, clauses et conditions relatives à la demande de soumissions;
- Partie 3** Instructions pour la préparation des soumissions : donne aux soumissionnaires les instructions pour préparer leurs soumissions;
- Partie 4** Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels on doit répondre dans la soumission, s'il y a lieu, ainsi que la méthode de sélection;
- Partie 5** Attestations : comprend les attestations à fournir;
- Partie 6** Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences : comprend des exigences particulières auxquelles les soumissionnaires doivent répondre;
- Partie 7** Clauses du contrat subséquent: contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent.

Les annexes comprennent l'Énoncé des travaux, l'Énoncé des besoins et toute autre annexe.

#### 1.2 Sommaire

- (a) La présente demande de soumissions est émise afin de répondre au besoin du Service des poursuites pénales du Canada (le « **client** ») en matière de système intégré de bibliothèque (SIB). Elle vise l'attribution d'un contrat de 1 an, en plus de 9 périodes d'option irrévocables d'un an chacune qui permettent au Canada de prolonger la durée du contrat.
- (b) Ce besoin comporte des exigences relatives à la sécurité. Pour obtenir de plus amples renseignements à ce sujet, reportez-vous à la partie 6 (Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences) et à la partie 7 (Clauses du contrat subséquent). Pour plus de renseignements concernant les enquêtes de sécurité sur le personnel et les organisations et sur les clauses de sécurité, les soumissionnaires devraient se référer au site

<b>Solicitation No. – N° de l'invitation</b> 72000-170012	<b>Amd. No – N° de la modif.</b>	<b>Buyer ID – Id de l'acheteur</b> 127XL
<b>Client Ref. No. – N° de réf. De client</b>	<b>File No. – N° du dossier</b>	<b>CCC No./N° CCC – FMS No/ N° VME</b>

Web du Programme de sécurité industrielle (PSI) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html>).

- (c) Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce (AMP-OMC), de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), l'Accord de libre-échange entre le Canada et le Chili (ALECC), l'Accord de libre-échange Canada-Pérou, l'Accord de libre-échange Canada-Colombie, l'Accord de libre-échange Canada-Panama (s'il est exécutoire), et de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).

### 1.3 Comptes rendus

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats de la demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

## PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

### 2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

- (a) Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre se trouvent dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
- (b) Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.
- (c) Le document 2003 (2015-08-17), Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante. En cas de divergence entre les clauses du document 2003 et de la présente, les dispositions pertinentes de la présente prévalent.
- (d) Le paragraphe 3 de la Section 01 - Dispositions relatives à l'intégrité – soumission, des instructions uniformisées (2003), incorporées ci-haut par renvoi, est supprimée et remplacée par ce qui suit :

#### 3. Liste de noms

- a) Les soumissionnaires qui sont incorporés ou une entreprise à propriétaire unique, y compris ceux soumissionnant à titre de coentreprise, ont déjà fourni une liste complète des noms de tous les administrateurs du soumissionnaire, ou le nom du ou des propriétaire(s), au moment de présenter un arrangement dans le cadre de la demande d'arrangements en matière d'approvisionnement (DAMA).
- b) Ces soumissionnaires doivent immédiatement informer le Canada par écrit de tout changement touchant la liste des noms des administrateurs pendant ce processus d'approvisionnement.
- (e) Le paragraphe 5.4 du document 2003, Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifiée comme suit :
  - (i) Supprimer : 60 jours

<b>Solicitation No. – N° de l'invitation</b> 72000-170012	<b>Amd. No – N° de la modif.</b>	<b>Buyer ID – Id de l'acheteur</b> 127XL
<b>Client Ref. No. – N° de réf. De client</b>	<b>File No. – N° du dossier</b>	<b>CCC No./N° CCC – FMS No/ N° VME</b>

(ii) Insérer : 180 jours

## 2.2 Présentation des soumissions

- (a) Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.
- (b) En raison du caractère de la demande de soumissions, les soumissions transmises par télécopieur à l'intention de TPSGC ne seront pas acceptées.

## 2.3 Ancien fonctionnaire

- (a) Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'attribution du contrat. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des soumissions est complétée, le Canada informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra la soumission non recevable.

### (b) Définition

Aux fins de cette clause, « ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la Loi sur la gestion des finances publiques, L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- (i) un individu;
- (ii) un individu qui s'est incorporé;
- (iii) une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- (iv) une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la Loi sur la pension de la fonction publique (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires, L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes, L.R., 1985, ch. C-17, à la Loi sur la continuation de la pension des services de défense, 1970, ch. D-3, à la Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada, 1970, ch. R-10, et à la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, L.R., 1985, ch. R-11, à la Loi sur les allocations de retraite des parlementaires, L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la Loi sur le Régime de pensions du Canada, L.R., 1985, ch. C-8.

<b>Solicitation No. – N° de l'invitation</b> 72000-170012	<b>Amd. No – N° de la modif.</b>	<b>Buyer ID – Id de l'acheteur</b> 127XL
<b>Client Ref. No. – N° de réf. De client</b>	<b>File No. – N° du dossier</b>	<b>CCC No./N° CCC – FMS No/ N° VME</b>

(c) **Ancien fonctionnaire touchant une pension**

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire touchant une pension? **Oui ( ) Non ( )**

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- (i) le nom de l'ancien fonctionnaire;
- (ii) la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les soumissionnaires acceptent que le statut du soumissionnaire retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l'Avis sur la Politique des marchés : 2012-2 et les Lignes directrices sur la divulgation des marchés.

(d) **Directive sur le réaménagement des effectifs**

Est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs? **Oui ( ) Non ( )**

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- (i) le nom de l'ancien fonctionnaire;
- (ii) les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- (iii) la date de la cessation d'emploi;
- (iv) le montant du paiement forfaitaire;
- (v) le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- (vi) la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- (vii) nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables.

## 2.4 Demandes de renseignements - en période de soumission

- (a) Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au plus tard **5** jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.
- (b) Les soumissionnaires doivent citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question. Ils doivent prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec précision. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusive » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention exclusive feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les

<b>Solicitation No. – N° de l'invitation</b> 72000-170012	<b>Amd. No – N° de la modif.</b>	<b>Buyer ID – Id de l'acheteur</b> 127XL
<b>Client Ref. No. – N° de réf. De client</b>	<b>File No. – N° du dossier</b>	<b>CCC No./N° CCC – FMS No/ N° VME</b>

cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif et de permettre la transmission **des réponses** à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

## 2.5 Lois applicables

- (a) Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario, au Canada, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

**Remarque à l'intention des soumissionnaires :** À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées. *Les soumissionnaires doivent préciser sur le formulaire de présentation de la soumission, la province ou le territoire canadien de leur choix pour tout contrat subséquent.*

## 2.6 Améliorations apportées au besoin pendant la demande de soumissions

Si les soumissionnaires estiment pouvoir améliorer, techniquement ou technologiquement, le devis descriptif ou l'énoncé des besoins contenus dans la demande de soumissions, ils sont invités à fournir des suggestions par écrit à l'autorité contractante identifiée dans la demande de soumissions. Les soumissionnaires doivent indiquer clairement les améliorations suggérées et les motifs qui les justifient. Les suggestions, qui ne restreignent pas la concurrence ou qui ne favorisent pas un soumissionnaire en particulier, seront examinées à la condition qu'elles soient soumises à l'autorité contractante conformément au paragraphe intitulé « Demandes de renseignements - en période de soumission ». Le Canada aura le droit d'accepter ou de rejeter n'importe quelle ou la totalité des suggestions proposées.

## 2.7 Données volumétriques

Les données ont été fournies aux soumissionnaires afin de les aider à préparer leurs soumissions. L'inclusion de ces données dans la présente demande de soumissions ne représente pas un engagement par le Canada du fait que l'utilisation future par le Canada du SIB à ces données. Elles sont fournies à titre d'information seulement.

<b>Solicitation No. – N° de l'invitation</b> 72000-170012	<b>Amd. No – N° de la modif.</b>	<b>Buyer ID – Id de l'acheteur</b> 127XL
<b>Client Ref. No. – N° de réf. De client</b>	<b>File No. – N° du dossier</b>	<b>CCC No./N° CCC – FMS No/ N° VME</b>

## PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

### 3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

- (a) **Copies de la soumission** : Le Canada demande aux soumissionnaires de présenter leur soumission en sections distinctes, comme suit :

- (i) Section I : Soumission technique (1 copie papier et 2 copies électroniques sur clé USB);
- (ii) Section II : Soumission financière (1 copie papier et 2 copies électroniques sur clé USB);
- (iii) Section III : Attestation (1 copie papier et 2 copies électroniques sur clé USB).

En cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique et de la copie papier, le libellé de la copie papier l'emportera sur celui de la copie électronique.

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

- (b) **Format de la soumission** : Le Canada demande aux soumissionnaires de suivre les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission :

- (i) utiliser du papier de 8,5 po sur 11 po (216 mm sur 279 mm);
- (ii) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumission;
- (iii) inclure, sur le dessus de chaque volume de la soumission, une page titre comprenant le titre, la date, le numéro de l'invitation à soumissionner, le nom et l'adresse du soumissionnaire et les coordonnées de la personne-ressource;
- (iv) produire une table des matières.

- (c) **Politique d'achats écologique du Canada** : En avril 2006, le Canada a publié une politique exigeant des ministères et des organismes fédéraux qu'ils prennent les mesures nécessaires pour tenir compte des facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement. Voir la Politique d'achats écologiques, qui se trouve à l'adresse suivante : <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.htm>. Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient :

- (i) utiliser du papier contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et/ou contenant au moins 30 % de matières recyclées;
- (ii) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc plutôt que couleur, impression recto verso, et des agrafes ou des trombones plutôt qu'une reliure Cerlox, une reliure à attaches ou une reliure à anneaux.

- (d) **Présentation d'une seule soumission** :

- (i) Un soumissionnaire, y compris ses entités liées, pourra uniquement soumettre une seule soumission en réponse à la présente invitation à soumissionner. Si un soumissionnaire ou une entité liée participe à plusieurs soumissions (participer signifie faire partie du soumissionnaire, et non pas être un sous-traitant), le Canada accordera deux (2) jours ouvrables à ces soumissionnaires pour indiquer la soumission unique

<b>Solicitation No. – N° de l'invitation</b> 72000-170012	<b>Amd. No – N° de la modif.</b>	<b>Buyer ID – Id de l'acheteur</b> 127XL
<b>Client Ref. No. – N° de réf. De client</b>	<b>File No. – N° du dossier</b>	<b>CCC No./N° CCC – FMS No/ N° VME</b>

que le Canada devra examiner. À défaut de respecter ce délai, les soumissions visées seront rejetées.

- (ii) Aux fins du présent article, peu importe la province ou le territoire où les entités ont été constituées en société ou formées juridiquement (qu'il s'agisse d'une personne physique, d'une société, d'un partenariat, etc.), une entité est considérée comme étant « **liée** » à un soumissionnaire :
  - (A) s'il s'agit de la même personne morale (c'est-à-dire la même personne physique, société, société de personnes à responsabilité limitée, le même partenariat, etc.);
  - (B) s'il s'agit de « personnes liées » ou de « personnes affiliées » au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu*;
  - (C) si les entités entretiennent une relation fiduciaire (découlant d'un arrangement entre agences ou toute autre forme de relation fiduciaire) ou en ont entretenu une au cours des deux années ayant précédé la clôture des soumissions;
  - (D) les entités ne sont pas dépendantes l'une de l'autre ou d'un même tiers.
- (iii) Les membres individuels d'une coentreprise ne peuvent pas participer à une autre soumission en présentant eux-mêmes une soumission ou en participant à une autre coentreprise.

**(e) Expérience de la coentreprise :**

- (i) Si le soumissionnaire est une coentreprise qui possède de l'expérience à ce titre, il peut citer l'expérience qu'il a acquise en tant que coentreprise.

Exemple : Un soumissionnaire est membre d'une coentreprise composée de L et O. Dans une demande de soumissions, on exige que le soumissionnaire démontre son expérience en prestation de services de maintenance et de services de dépannage pendant une période de 24 mois pour un client ayant au moins 10 000 utilisateurs. En tant que coentreprise (composée de L et O), le soumissionnaire a déjà réalisé ce travail. Il peut donc citer cette expérience pour démontrer qu'il satisfait à cette exigence. Si L a acquis cette expérience alors qu'il était en coentreprise avec une tierce partie, N, cette expérience ne peut pas être utilisée parce que N ne fait pas partie de la coentreprise qui présente une soumission.

- (ii) Une coentreprise peut se fonder sur l'expérience de l'un de ses membres pour satisfaire à tout critère technique de la présente demande de soumissions.

Exemple : Un soumissionnaire est membre d'une coentreprise composée de X, Y et Z. Si, dans la demande de soumissions, on exige que : a) le soumissionnaire ait trois ans d'expérience dans la prestation de services de maintenance, et b) que le soumissionnaire ait deux ans d'expérience dans l'intégration de matériel dans des réseaux complexes, chacune de ces deux exigences peut être satisfaite par un membre différent de la coentreprise. Cependant, pour un critère donné, par exemple les trois années d'expérience exigées dans la prestation de services d'entretien, le soumissionnaire ne peut pas indiquer que chaque membre, soit X, Y et Z, a un an d'expérience pour un total de trois ans. Une telle réponse serait déclarée non conforme.

- (iii) Les membres de la coentreprise ne peuvent pas combiner leurs compétences avec celles d'autres membres de coentreprise pour satisfaire à un seul critère technique de la présente demande de soumissions. Toutefois, un membre de la coentreprise peut néanmoins mettre sa propre expérience en commun avec celle de la coentreprise. Chaque fois qu'il doit faire la preuve qu'il répond à un critère, le soumissionnaire doit

<b>Solicitation No. – N° de l'invitation</b> 72000-170012	<b>Amd. No – N° de la modif.</b>	<b>Buyer ID – Id de l'acheteur</b> 127XL
<b>Client Ref. No. – N° de réf. De client</b>	<b>File No. – N° du dossier</b>	<b>CCC No./N° CCC – FMS No/ N° VME</b>

indiquer quel membre de la coentreprise y répond. Si le soumissionnaire n'a pas précisé le membre de la coentreprise qui satisfait à l'exigence, l'autorité contractante lui donnera l'occasion de soumettre les renseignements pendant la période d'évaluation. Les soumissionnaires qui ne fourniront pas les renseignements requis dans le délai établi par l'autorité contractante verront leurs soumissions déclarées non conformes.

Exemple : Un soumissionnaire est membre d'une coentreprise composée de A et B. Si, dans une demande de soumissions, on exige que le soumissionnaire ait de l'expérience dans la prestation de ressources pour un minimum de 100 jours facturables, le soumissionnaire peut démontrer son expérience en présentant ce qui suit :

- les contrats signés par A;
- les contrats signés par B; or
- les contrats signés par A et B en coentreprise;
- les contrats signés par A et les contrats signés par A et B en coentreprise;
- les contrats signés par B et les contrats signés par A et B en coentreprise.

Le tout totalise 100 jours ouvrables.

- (iv) Les soumissionnaires qui ont des questions concernant l'évaluation des soumissions présentées par des coentreprises devraient les poser dans le cadre du processus de demande de renseignements, le plus tôt possible durant la période de soumission.

### 3.2 Section I : Soumission technique

- (a) Dans leur soumission technique, les soumissionnaires doivent démontrer leur compréhension des exigences contenues dans la demande de soumissions et expliquer comment ils répondront à ces exigences. Les soumissionnaires doivent démontrer leur capacité de façon complète, concise et claire pour effectuer les travaux.
- (b) La soumission technique doit traiter clairement et de manière suffisamment approfondie des points visés par les critères d'évaluation en fonction desquels la soumission sera évaluée. Il ne suffit pas de reprendre simplement les énoncés contenus dans la demande de soumissions. Afin de faciliter l'évaluation de la soumission, le Canada demande que les soumissionnaires abordent les sujets en reprenant l'ordre des critères d'évaluation, sous les mêmes rubriques. Pour éviter les recoupements, les soumissionnaires peuvent faire référence à différentes sections de leur soumission en indiquant le numéro de l'alinéa et de la page où le sujet visé est déjà traité.
- (c) La soumission technique comprend ce qui suit :
- (i) **Justification à l'appui de la conformité technique** : La soumission technique doit prouver la conformité de la solution du soumissionnaire aux articles de l'annexe C–Énoncé des besoins.
- (ii) Le soumissionnaire doit inclure une description des services de maintenance et de soutien qu'il propose pour le logiciel, lesquels doivent être conformes à toutes les exigences décrites dans les clauses du contrat subséquent, y compris celles de l'Énoncé des besoins. Le soumissionnaire doit, au minimum, décrire les éléments suivants :
- (A) ses procédures de signalement et de résolution de problèmes;
  - (B) ses procédures de transfert aux échelons supérieurs;
  - (C) la possibilité de soutien sur les lieux;

<b>Solicitation No. – N° de l'invitation</b> 72000-170012	<b>Amd. No – N° de la modif.</b>	<b>Buyer ID – Id de l'acheteur</b> 127XL
<b>Client Ref. No. – N° de réf. De client</b>	<b>File No. – N° du dossier</b>	<b>CCC No./N° CCC – FMS No/ N° VME</b>

(D) toute amélioration aux exigences de base offerte par le soumissionnaire.

- (iii) **Liste de logiciels proposés** : Le soumissionnaire doit fournir une liste détaillée comportant le nom et la version de chaque composante du logiciel sous licence requis par la solution logicielle proposée.
- (iv) **Documentation technique** : Le soumissionnaire doit fournir les documents techniques, comme les manuels de l'utilisateur, les captures d'écran, les documents de conception ou de gestion du système (ou d'autres sources d'information), à l'appui de la réponse du soumissionnaire à chaque exigence (une copie électronique des documents techniques à l'appui de la soumission technique est acceptable). L'indication de liens vers des sites Web n'est pas acceptable, et dans le cas où une telle indication sert à confirmer une exigence obligatoire, la soumission sera considérée comme non recevable. Le soumissionnaire devrait indiquer l'endroit exact où figure le document de référence, y compris le titre du document, la page et le numéro d'article. Tout document de référence indiqué par le soumissionnaire pour attester la conformité doit accompagner la soumission (copie papier ou électronique). Un document qui n'est pas joint à la soumission ne sera pas pris en considération par le Canada. Lorsque la référence n'est pas suffisamment précise, le Canada peut demander que le soumissionnaire dirige le Canada vers l'endroit approprié dans le document.
- (v) **Description de l'évolution de la solution logicielle** : Le soumissionnaire doit indiquer quand et comment la solution logicielle a été conçue, ainsi que comment elle a évolué, en précisant les caractéristiques de chaque version. Ces renseignements ne sont demandés qu'à titre informatif et ne seront pas évalués.

### 3.3 Section III : Soumission financière

- (a) **Établissement des prix** : Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec l'annexe A – Tableaux d'établissement des prix sans condition, hypothèse, ni restriction. Toute proposition financière qui prétend restreindre la façon dont le Canada acquiert des biens ou des services dans le cadre d'un contrat subséquent, à l'exception des limitations établies clairement dans cette demande de soumissions, sera considérée comme non recevable. Le montant total de la taxe sur les produits et services ou de la taxe de vente harmonisée doit être indiqué séparément. Sauf indication contraire, les soumissionnaires doivent inclure un seul prix ferme tout compris, en devises canadiennes, dans chacune des cases à remplir des tableaux d'établissement des prix.
- (b) **Tous les coûts doivent être compris** : La soumission financière doit indiquer tous les coûts relatifs au besoin décrit dans la présente demande de soumissions pour toute la durée du contrat, y compris toutes les options de prolonger la durée du contrat. Il incombe entièrement au soumissionnaire d'indiquer l'ensemble du matériel, des logiciels, des périphériques, du câblage et des composantes nécessaires pour satisfaire aux exigences de la présente demande de soumissions, ainsi que les prix de ces articles.
- (c) **Prix non indiqués** : On demande aux soumissionnaires d'entrer « 0,00 \$ » pour tout article qu'ils ne comptent pas facturer ou qui ont déjà été ajoutés à d'autres prix dans le tableau. Si le soumissionnaire laisse le champ vierge, le Canada considérera le prix comme étant « 0,00 \$ » aux fins d'évaluation et pourrait demander au soumissionnaire de confirmer que le prix est bel et bien « 0,00 \$ ». Aucun soumissionnaire ne sera autorisé à ajouter ou à modifier un prix lors de cette confirmation. Si le soumissionnaire refuse de confirmer que le prix d'un champ vierge est de 0,00 \$, sa soumission sera déclarée non recevable.

### 3.4 Section IV : Attestations

Il est obligatoire que les soumissionnaires présentent les attestations identifiées à la partie 5.

Solicitation No. – N° de l'invitation 72000-170012	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 127XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./N° CCC – FMS No/ N° VME

## PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

### 4.1 Procédures d'évaluation

- (a) Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation technique et financière. La méthode d'évaluation comporte plusieurs phases, qui sont décrites ci-après. Même si l'évaluation et la sélection seront effectuées par étape, le fait que le Canada soit passé à une étape ultérieure ne signifie pas que ce dernier a irréfutablement déterminé que le soumissionnaire a réussi les étapes précédentes. Le Canada se réserve le droit d'exécuter parallèlement certaines phases de l'évaluation.
- (b) Une équipe constituée de représentants du client et de TPSGC évaluera les soumissions au nom du Canada. Le Canada peut faire appel à des experts-conseils ou à toute personne-ressource du gouvernement pour évaluer les soumissions. Tous les membres de l'équipe d'évaluation ne participeront pas nécessairement à tous les aspects de l'évaluation.
- (c) En plus de tous les autres délais prescrits dans la demande de soumissions :
  - (i) **Demandes de précisions** : Si le Canada demande des précisions au soumissionnaire sur sa soumission ou qu'il veut vérifier la soumission, le soumissionnaire disposera d'un délai de 3 jours ouvrables (ou d'un délai plus long précisé par écrit par l'autorité contractante) pour fournir les renseignements nécessaires au Canada. À défaut de respecter ce délai, sa soumission sera jugée non recevable.
  - (ii) **Demandes de renseignements supplémentaires** : Si le Canada demande des renseignements supplémentaires conformément à la section « Déroulement de l'évaluation » du document 2003, Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels, afin de :
    - (A) vérifier tout renseignement fourni par le soumissionnaire dans sa soumission;
    - (B) communiquer avec une ou plusieurs des références citées par le soumissionnaire (références citées dans les curriculum vitae des ressources individuelles) dans le but de valider les renseignements fournis par le soumissionnaire,
 le soumissionnaire doit soumettre les renseignements demandés par le Canada dans les 3 jours ouvrables suivant la demande de l'autorité contractante.
  - (iii) **Prolongation du délai** : si le soumissionnaire a besoin de davantage de temps, l'autorité contractante, à sa seule discrétion, peut accorder une prolongation du délai.

### 4.2 Évaluation technique

- (a) Critères techniques obligatoires :
  - (i) Chaque soumission fera l'objet d'un examen pour en déterminer la conformité aux exigences obligatoires de la demande de soumissions. Tous les éléments de la demande de soumissions désignés précisément par les termes « doit », « doivent » ou « obligatoire » constituent des exigences obligatoires. Les soumissions qui ne respectent pas toutes les exigences obligatoires, sans exception, seront déclarées irrecevables et rejetées.
  - (ii) Les critères techniques obligatoires sont décrits dans l'annexe C–Énoncé des besoins.

<b>Solicitation No. – N° de l'invitation</b> 72000-170012	<b>Amd. No – N° de la modif.</b>	<b>Buyer ID – Id de l'acheteur</b> 127XL
<b>Client Ref. No. – N° de réf. De client</b>	<b>File No. – N° du dossier</b>	<b>CCC No./N° CCC – FMS No/ N° VME</b>

(b) Critères techniques cotés :

- (i) Chaque soumission sera cotée en attribuant une note aux exigences cotées, qui sont précisées dans la demande de soumissions par le terme « cotées » ou par la mention d'une note. Les soumissionnaires qui présentent des soumissions qui ne sont pas complètes et qui ne contiennent pas tous les renseignements exigés dans la demande de soumissions seront cotées en conséquence.
- (ii) Les critères techniques cotés sont décrites dans l'annexe C – Énoncé des besoins.

(c) Vérification des références :

- (i) Le Canada effectuera la vérification des références par téléphone. Le Canada communiquera par téléphone avec les personnes-ressources citées en référence par les soumissionnaires dans un délai de 48 heures en utilisant les numéros de téléphone fournis dans leur soumission. La réponse doit être envoyée dans les cinq jours ouvrables suivant l'appel de vérification des références, faute de quoi le Canada n'attribuera aucun point ou considérera que le soumissionnaire ne satisfait pas à l'exigence obligatoire en matière d'expérience (selon le cas).
- (ii) Le troisième jour après l'appel initial, si le Canada n'a pas reçu de réponse, il en avisera le soumissionnaire par courriel pour que ce dernier puisse rappeler à la personne en question qu'elle doit répondre au Canada dans le délai de 5 jours prescrit. Si la personne nommée n'est pas disponible pendant la période d'évaluation, le soumissionnaire peut fournir le nom et les coordonnées d'une autre personne chez le même client. Cette possibilité ne sera offerte aux soumissionnaires qu'une fois par client, et ce uniquement si la personne nommée initialement n'est pas disponible (c'est-à-dire que le soumissionnaire ne pourra soumettre le nom d'une autre personne si la première personne-ressource indique qu'il ou elle ne souhaite pas répondre ou n'est pas en mesure de le faire). La période de 5 jours ouvrables ne sera pas prolongée pour permettre à la nouvelle personne-ressource de répondre.
- (iii) En cas de contradiction entre l'information donnée par la personne référence et celle fournie par le soumissionnaire, la première sera l'information évaluée.
- (iv) On n'accordera aucun point ou on considérera qu'un critère obligatoire n'est pas respecté (selon le cas) si (1) le client cité en référence indique qu'il n'est pas en mesure de fournir l'information demandée ou qu'il ne veut pas le faire, ou (2) le client cité en référence n'est pas un client du soumissionnaire même (par exemple, le client ne peut pas être le client d'une filiale du soumissionnaire). De même, on n'accordera aucun point au soumissionnaire ou on considérera qu'un critère obligatoire n'est pas respecté si le client est lui-même une filiale ou autre entité qui a des liens de dépendance avec le soumissionnaire.

#### 4.3 Évaluation financière

- (a) L'évaluation financière sera effectuée en calculant le **prix soumissionné total** à l'aide des tableaux d'établissement de prix remplis par les soumissionnaires.
- (b) Le processus d'évaluation financière est décrit dans l'annexe A.
- (c) Formules figurant dans les tableaux d'établissement des prix.

Si les tableaux d'établissement des prix comprennent une formule, le Canada peut entrer les prix indiqués dans le formulaire fourni par les soumissionnaires dans un nouveau tableau, s'il estime que la formule ne fonctionne plus correctement dans la version fournie par le soumissionnaire.

<b>Solicitation No. – N° de l'invitation</b> 72000-170012	<b>Amd. No – N° de la modif.</b>	<b>Buyer ID – Id de l'acheteur</b> 127XL
<b>Client Ref. No. – N° de réf. De client</b>	<b>File No. – N° du dossier</b>	<b>CCC No./N° CCC – FMS No/ N° VME</b>

(d) Justification des taux pour les services professionnels

Selon l'expérience du Canada, les soumissionnaires proposent de temps à autre des tarifs au moment de déposer une soumission pour une ou plusieurs catégories de personnel qu'ils refusent de d'honorer par la suite, parce que ces tarifs ne leur permettent pas de recouvrer leurs propres coûts ou de réaliser un profit. Dans le cadre de l'évaluation des taux pour les services professionnels présentés dans la soumission, le Canada pourra, sans toutefois y être obligé, demander que l'on fournisse de la documentation visant à justifier les taux, conformément au présent article. Si le Canada demande une justification des prix, elle sera demandée à tous les soumissionnaires conformes proposant un tarif au moins 20 % inférieur à la médiane des tarifs offerts par tous les soumissionnaires conformes pour la ou les mêmes catégories de ressource. Dans le cas où le Canada demande une justification des prix, les soumissionnaires doivent fournir les renseignements suivants :

- (i) une facture (ainsi que le numéro de série du contrat ou tout autre élément permettant d'identifier le contrat) démontrant que le soumissionnaire a fourni et facturé des services similaires à ceux qui seraient fournis par cette catégorie de ressource à un client (qui n'a aucun lien de dépendance avec le soumissionnaire), que les services ont été offerts pour une période d'au minimum trois (3) mois au cours des douze (12) mois précédant la date de clôture de la présente demande de soumissions, et que les services ont été fournis à un tarif quotidien égal ou inférieur à celui proposé au Canada;
- (ii) relativement à la facture mentionnée en (i), une preuve du client du soumissionnaire démontrant que les services indiqués sur la facture comprennent au minimum 50 % des tâches énumérées dans l'Énoncé des travaux pour la catégorie de ressources évaluée, et ce, à un taux déraisonnablement bas. Il peut s'agir d'une copie du contrat (dans lequel on décrit les services à offrir et où l'on démontre qu'au moins 50 % des tâches sont les mêmes que celles qui doivent être effectuées dans le cadre de l'Énoncé des travaux de la présente demande de soumissions), ou d'une attestation du client indiquant que les services notés sur la facture comprenaient au moins 50 % des tâches qui doivent être effectuées en vertu de l'Énoncé des travaux de la présente demande de soumissions;
- (iii) pour chacun des contrats pour lesquels une facture est présentée à titre de justification, le curriculum vitae de la ressource qui a offert les services dans le cadre de ce contrat afin de démontrer que la ressource répondrait aux exigences obligatoires et obtiendrait la note de passage pour tous les critères cotés de la catégorie de ressource faisant l'objet d'une justification des taux;
- (iv) le nom, le numéro de téléphone et, si possible, l'adresse de courriel d'une personne-ressource du client ayant reçu chacune des factures présentées au point (i), afin que le Canada puisse valider tout renseignement fourni par le soumissionnaire.

Lorsque le Canada demande une justification des taux offerts pour une catégorie de ressource particulière, il revient au soumissionnaire de présenter l'information (soit l'information décrite ci-haut ou d'autres renseignements, à la demande du Canada, y compris des renseignements qui lui permettraient de vérifier de l'information auprès de la ressource proposée) qui permettra au Canada de déterminer s'il peut compter en toute confiance sur la capacité du soumissionnaire à effectuer les services requis aux taux indiqués tout en recouvrant, au minimum, les coûts engagés. Si le Canada considère que les renseignements fournis par le soumissionnaire ne permettent pas de justifier le recours à des taux déraisonnablement bas, la soumission sera jugée non recevable.

Solicitation No. – N° de l'invitation 72000-170012	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 127XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./N° CCC – FMS No/ N° VME

#### 4.4 Méthode de sélection

- (a) Pour être déclarée recevable, une soumission doit :
- (i) respecter toutes les modalités de la présente demande de soumissions;
  - (ii) respecter toutes les exigences de la présente demande de soumissions;
  - (iii) satisfaire à tous les critères d'évaluation technique obligatoires.

Les soumissions qui ne satisfont pas aux exigences (i), (ii) ou (iii) seront considérées comme non recevables.

- (b) Le prix reçoit une valeur de cotation qui est prise en compte dans le calcul de la note totale de la soumission. En tout, 40 % des points seront attribués à la soumission financière, et 60 % des points seront accordés à la soumission technique.

Pour effectuer ce calcul, on utilise la formule suivante :

$$\left( \frac{\text{Note des exigences cotées de la soumission}}{\text{Note maximale possible}} \right) \times 60 \% = \text{Total 1}$$

$$\left( \frac{\text{Prix total évalué le plus bas}}{\text{Prix total évalué de la soumission}} \right) \times 40 \% = \text{Total 2}$$

$$(\text{Total 1}) + (\text{Total 2}) = \text{Note combinée pour le mérite technique et le prix}$$

La soumission recevable qui sera classée au premier rang sera celle qui satisfait à tous les critères obligatoires, qui satisfait ou dépasse toutes les notes minimales requises pour les exigences cotées et qui offre la **meilleure cote combinée à la suite de l'évaluation du prix et du mérite technique**, calculée selon la formule ci-dessus. La soumission recevable classée au premier rang sera recommandée pour l'attribution d'un contrat.

- (c) Les soumissionnaires devraient prendre note que toutes les attributions de contrat sont assujetties au processus d'approbation interne du Canada, qui prévoit l'approbation obligatoire du financement selon le montant de tout contrat proposé. Même si un soumissionnaire a été recommandé en vue de l'attribution d'un contrat, un contrat ne sera accordé que si l'approbation interne est obtenue conformément aux politiques internes du Canada. Si l'approbation n'est pas obtenue, aucun contrat ne sera attribué.
- (d) Si plus d'un soumissionnaire est classé au premier rang en raison d'une note identique, alors le soumissionnaire ayant obtenu la meilleure note sur le plan financier sera classé au premier rang.

## PARTIE 5 - ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements connexes exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. Le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur à l'une de ses obligations prévues au contrat, s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat.

<b>Solicitation No. – N° de l'invitation</b> 72000-170012	<b>Amd. No – N° de la modif.</b>	<b>Buyer ID – Id de l'acheteur</b> 127XL
<b>Client Ref. No. – N° de réf. De client</b>	<b>File No. – N° du dossier</b>	<b>CCC No./N° CCC – FMS No/ N° VME</b>

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission peut être déclarée non recevable, ou constituer un manquement aux termes du contrat.

## 5.1 Attestations exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

### (a) Déclaration de condamnation à une infraction

Conformément au paragraphe Déclaration de condamnation à une infraction de l'article 01 des instructions uniformisées, le soumissionnaire doit présenter avec sa soumission le Formulaire 5 de déclaration dûment rempli afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

## 5.2 Attestation préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec la soumission, mais ils peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

### (a) Dispositions relatives à l'intégrité – Liste de noms

Les soumissionnaires constitués en personne morale, y compris ceux qui présentent une soumission à titre de coentreprise, doivent transmettre une liste complète des noms de tous les administrateurs.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission en tant que propriétaire unique, incluant ceux présentant une soumission comme coentreprise, doivent fournir le nom du ou des propriétaire(s).

Les soumissionnaires qui présentent une soumission à titre de société, d'entreprise ou d'association de personnes n'ont pas à soumettre une liste de noms.

### (b) Attestation de l'éditeur de logiciel et autorisation de l'éditeur de logiciel

(i) Si le soumissionnaire est l'éditeur de tout élément des produits logiciels privés proposés, le Canada exige que le soumissionnaire confirme, par écrit, qu'il est l'éditeur de logiciel. On demande aux soumissionnaires d'utiliser le formulaire d'attestation de l'éditeur de logiciel joint à la demande de soumissions. Bien qu'il soit nécessaire de fournir tous les renseignements demandés dans le formulaire d'attestation de l'éditeur de logiciel, l'utilisation de ce formulaire n'est pas obligatoire. Dans le cas des soumissionnaires qui utilisent un autre formulaire, il appartient entièrement au Canada, à sa seule discrétion, de déterminer si tous les renseignements exigés ont été fournis. Toute modification apportée aux énoncés du formulaire pourrait rendre la soumission non recevable.

(ii) Tout soumissionnaire qui n'est pas l'éditeur de tous les produits logiciels privés proposés dans sa soumission doit présenter une preuve de l'autorisation de l'éditeur de logiciel, qui doit être signée par ce dernier (et non par le soumissionnaire). Aucun contrat

<b>Solicitation No. – N° de l'invitation</b> 72000-170012	<b>Amd. No – N° de la modif.</b>	<b>Buyer ID – Id de l'acheteur</b> 127XL
<b>Client Ref. No. – N° de réf. De client</b>	<b>File No. – N° du dossier</b>	<b>CCC No./N° CCC – FMS No/ N° VME</b>

ne sera attribué à un soumissionnaire qui n'est pas l'éditeur de tous les logiciels privés proposés au Canada, à moins qu'une preuve de l'autorisation de ce dernier n'ait été fournie au Canada. Si le logiciel privé proposé par le soumissionnaire provient de plusieurs éditeurs de logiciel, chacun d'entre eux doit fournir une autorisation. On demande aux soumissionnaires d'utiliser le formulaire d'autorisation de l'éditeur de logiciel joint à la demande de soumissions. Bien qu'il soit nécessaire de fournir tous les renseignements demandés dans le formulaire d'autorisation de l'éditeur de logiciel, l'utilisation de ce formulaire pour les fournir n'est pas obligatoire. Dans le cas des soumissionnaires ou des éditeurs de logiciels qui utilisent un autre formulaire, il appartient entièrement au Canada, à sa seule discrétion, de déterminer si tous les renseignements exigés ont été fournis. Toute modification apportée aux énoncés du formulaire pourrait rendre la soumission non recevable.

- (iii) Dans la présente demande de soumissions, le terme « éditeur de logiciel » désigne le propriétaire de tout produit logiciel proposé dans la soumission qui a le droit d'octroyer une licence (et d'autoriser d'autres personnes à octroyer une licence ou une sous-licence) pour ses produits logiciels.

Solicitation No. – N° de l'invitation 72000-170012	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 127XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./N° CCC – FMS No/ N° VME

## PARTIE 6 - EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ

### 6.1 Exigences relatives à la sécurité

Le présent document est NON CLASSIFIÉ, cependant :

- (a) l'entrepreneur doit considérer comme confidentiels, pendant et après l'exécution des services prévus dans le contrat, tous les renseignements sur les affaires de l'État à caractère confidentiel auxquels ses préposés ou mandataires auront accès;
- (b) le personnel de l'entrepreneur qui aura occasionnellement accès aux installations n'a pas l'obligation de posséder une cote de sécurité, mais il devra possiblement être escorté en tout temps.

## PARTIE 7 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

### 7.1 Besoin

- (a) \_\_\_\_\_ (l'« **entrepreneur** ») convient de fournir au client la solution de système intégré de bibliothèque (SIB) décrite dans le contrat ainsi que dans l'Énoncé des besoins, conformément au contrat et aux prix énoncés dans ce dernier. Cela comprend ce qui suit :
  - (i) Accorder les droits d'utilisation de la solution de système intégré de bibliothèque décrite dans le contrat;
  - (ii) Fournir la documentation associée au SIB;
  - (iii) Fournir des services de configuration d'application et d'importation de données pour la solution logicielle sous licence.
- (b) **Client** : En vertu du contrat, le « **Client** » est le Service des poursuites pénales du Canada.
- (c) **Réorganisation du client** : La redésignation, la restructuration, le réaménagement ou le remaniement du client n'aura aucune incidence sur l'obligation de l'entrepreneur en ce qui a trait à l'exécution des travaux (et ne donnera pas lieu non plus au paiement d'honoraires supplémentaires). La restructuration, le réaménagement et le remaniement du client s'entendent également de sa privatisation, de sa fusion avec une autre entité et de sa dissolution, lorsque cette dissolution est suivie de la création d'une ou de plusieurs autres entités dont la mission est similaire à celle du client d'origine. Peu importe le type de restructuration, le Canada peut désigner un autre ministère ou un autre organisme gouvernemental comme autorité contractante ou responsable technique, conformément aux nouveaux rôles et aux nouvelles responsabilités découlant de la restructuration.
- (d) **Définition des termes** : Les termes et expressions définis dans les conditions générales ou les conditions générales supplémentaires et qui sont utilisés dans ce contrat ont le sens qui leur a été attribué dans ces conditions. De plus, les termes et expressions ci-dessous se définissent comme suit :

Solicitation No. – N° de l'invitation 72000-170012	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 127XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./N° CCC – FMS No/ N° VME

- (i) Toute mention de « **bien livrable** » au singulier ou au pluriel comprend le matériel et la licence d'utilisation du logiciel (le logiciel sous licence ne constitue pas un bien livrable, puisqu'une licence pour son utilisation est accordée en vertu du contrat seulement et qu'il n'est pas vendu ni concédé).

## 7.2 Octroi de licences

- (a) La solution de système intégré de bibliothèque (SIB) comprend les droits de licence abonnement permettant aux utilisateurs d'accéder à la solution de SIB et de l'utiliser; ces droits de licence permettent également d'utiliser tout autre logiciel ou code de logiciel nécessaire à la solution de SIB et offert par l'entrepreneur dans sa soumission, conformément à la documentation de la solution de SIB et à l'Énoncé des besoins, pendant toute la durée du contrat. La solution de SIB comprend également tous les services nécessaires à son utilisation, conformément à l'annexe C – Énoncé des besoins.
- (b) L'entrepreneur accepte que la solution de SIB englobe tout ce qui permettra au personnel de la Bibliothèque et aux utilisateurs du catalogue public en ligne d'utiliser l'ensemble des fonctions de la solution de SIB, répondant aux exigences comprises dans l'Énoncé des besoins et assurant la prestation des fonctions proposées par l'entrepreneur dans sa soumission, notamment, mais non exclusivement, les logiciels hébergés, l'équipement hébergé, les agents hôtes, les licences d'accès, les pilotes, les interfaces de programmes d'application, les adaptateurs, les connecteurs, les plugiciels, les cadres de développement et les consoles d'administration hébergées.
- (c) L'entrepreneur accorde au Canada la licence d'abonnement lui donnant le droit d'accéder à la solution de SIB et de l'utiliser pour 3 licences d'utilisation pour le personnel de la Bibliothèque, en vertu des conditions du contrat.
- (d) La licence octroyée en vertu du contrat donne le droit au Canada d'avoir accès à la solution de SIB, de la mettre à l'essai et de l'utiliser totalement ou partiellement pour ses besoins, à sa seule discrétion, ainsi qu'à tout ministère, société d'État ou organisme gouvernemental canadien au sens de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (avec ses modifications successives), et à toute autre partie au nom de laquelle le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux est autorisé d'agir à l'occasion en vertu de l'article 16 de la *Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux*.
- (e) La licence octroyée en vertu du contrat n'est pas touchée par les changements dans l'environnement décrit dans l'Énoncé des besoins, tels que les changements au système d'exploitation, aux types de dispositifs ou aux autres produits logiciels utilisés par les utilisateurs.
- (f) Outre les obligations établies dans l'Énoncé des besoins, l'entrepreneur doit fournir les versions française et anglaise de la solution de SIB.
- (g) Autres droits : La licence comprend le droit, pour le Canada, d'accéder à la solution de SIB et de l'utiliser, notamment les droits de faire ce qui suit :
  - (i) Publier une quantité illimitée de contenu non restreint par le nombre ou le type d'utilisateurs au sein du personnel de la Bibliothèque, à condition que le nombre d'utilisateurs ne dépasse pas le nombre de licences octroyées en vertu de l'annexe A;
  - (ii) Avoir un nombre illimité d'utilisateurs du catalogue public en ligne;
  - (iii) Accéder à la solution de SIB et l'utiliser à partir d'un nombre illimité d'emplacements, de dispositifs et d'environnements d'exploitation;

<b>Solicitation No. – N° de l'invitation</b> 72000-170012	<b>Amd. No – N° de la modif.</b>	<b>Buyer ID – Id de l'acheteur</b> 127XL
<b>Client Ref. No. – N° de réf. De client</b>	<b>File No. – N° du dossier</b>	<b>CCC No./N° CCC – FMS No/ N° VME</b>

- (iv) Utiliser la solution de SIB par l'intermédiaire d'Internet ou de tout autre moyen qui peut s'avérer nécessaire le cas échéant, afin d'accorder aux utilisateurs des « droits à l'accès universel » (c.-à-d. un droit d'accéder au catalogue public en ligne et de l'utiliser par n'importe quel moyen et de n'importe quel endroit qui puisse s'avérer nécessaire le cas échéant), qu'il s'agisse ou non d'un accès sécuritaire, sans fil, mobile ou par tout autre moyen qui puisse être disponible;
- (v) Utiliser la solution de SIB, peu importe le système d'exploitation, les applications logicielles et l'interface de programmation d'applications (IPA) qui peuvent être utilisés au besoin; toutefois, le Canada reconnaît que l'entrepreneur n'accorde une licence de plein droit pour aucun autre logiciel que celui qui comprend la solution de SIB;

le tout sans avoir à acquérir d'autres licences ou droits.

### 7.3 Propriété

- (a) Le Canada reconnaît que la solution de SIB est la propriété de l'entrepreneur ou de son ayant-droit et que cette propriété n'est pas transférée au Canada. Par conséquent, dans le contrat, toute référence à une partie de la solution de SIB à titre de bien livrable doit être interprétée comme une référence à la licence d'accès au SIB et d'utilisation de celui-ci et non à la propriété du SIB.
- (b) Le Canada reconnaît que dans le cadre de la garantie, de la maintenance, du soutien et de la prestation de services professionnels concernant la solution de SIB (s'ils sont exigés dans le cadre du contrat), l'entrepreneur et ses employés, agents et sous-traitants peuvent développer et partager avec le Canada des idées, du savoir-faire, des techniques d'enseignement et d'autres propriétés intellectuelles. Sauf disposition contraire dans le contrat, la propriété intellectuelle demeurera la propriété de l'entrepreneur. Ce dernier pourra l'utiliser comme bon lui semble, y compris dans les services fournis auprès de ses autres clients, tant et aussi longtemps qu'il respecte les dispositions de confidentialité du contrat, à la condition que le Canada ait également le droit d'utiliser cette propriété intellectuelle à ses propres fins, sans frais supplémentaires. L'entrepreneur convient que toutes les données, le savoir-faire ou autre propriété intellectuelle créés par le Canada ou qui lui appartiennent demeureront la propriété du Canada, qu'il s'agisse de données créées, traitées, ou sauvegardées en utilisant la solution de SIB.

### 7.4 Biens ou services optionnels

- (a) L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable d'acquérir les biens, les services, ou les deux, qui sont décrits au contrat selon les mêmes conditions et aux prix et/ou aux taux établis dans le contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante sur avis écrit et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.
- (b) L'autorité contractante peut exercer l'option à n'importe quel moment avant la date d'expiration du contrat en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur.

### 7.5 Durée de la licence

- (a) La licence permettant au Canada d'accéder à la solution de SIB et de l'utiliser est une licence d'abonnement annuelle qui est en vigueur pendant toute la durée du contrat.

<b>Solicitation No. – N° de l'invitation</b> 72000-170012	<b>Amd. No – N° de la modif.</b>	<b>Buyer ID – Id de l'acheteur</b> 127XL
<b>Client Ref. No. – N° de réf. De client</b>	<b>File No. – N° du dossier</b>	<b>CCC No./N° CCC – FMS No/ N° VME</b>

- (b) Si le Canada viole ses obligations relatives à la solution de SIB ou n'acquiesce pas la licence conformément au contrat, et que cette violation se poursuit pendant trente (30) jours suivant la réception par l'autorité contractante d'un avis écrit où l'entrepreneur précise la nature de la violation, celui-ci pourra résilier la licence du Canada à l'égard de la solution de SIB en remettant à l'autorité contractante un avis écrit en ce sens.

## **7.6 Droit d'accorder une licence**

- (a) L'entrepreneur garantit qu'il a le droit d'accorder une licence pour la solution de SIB et qu'il est pleinement autorisé à accorder au Canada les droits concédés aux termes du contrat. L'entrepreneur garantit également que tous les consentements nécessaires à cet octroi ont été obtenus. Le Canada convient que son seul recours et les seules obligations de l'entrepreneur concernant un non-respect de cette garantie sont le recours et les obligations contenus dans l'article intitulé « Atteinte aux droits de propriété intellectuelle et redevances » faisant partie des conditions générales.
- (b) Les parties conviennent que seules les conditions faisant explicitement partie du contrat en texte intégral dans les articles de convention ou énumérées dans la section intitulée « Ordre de priorité des documents » des articles de convention font partie du contrat. Toutes les conditions que comporte la solution de SIB ou qui y sont jointes, le cas échéant, ne font pas partie du contrat, et par conséquent de la licence du Canada, et n'influent aucunement sur les droits des parties. L'entrepreneur convient qu'en aucun cas le Canada ni aucun client ou utilisateur ne devront conclure une autre entente de licence à l'égard de la solution de SIB ou d'une partie de celle-ci. L'entrepreneur reconnaît que toute autre entente de licence supplémentaire pour la solution de SIB signée par une personne autre que l'autorité contractante est nulle et sans effet.
- (c) Le Canada n'est pas lié et n'accepte pas les conditions reproduites dans une licence sous emballage rétractable, ni dans toute autre licence de logiciel, explicite ou implicite, et qui figurent sur le site Web de l'entrepreneur ou dans toute autre modalité accompagnant la solution de SIB, sans égard à tout avis contraire.

## **7.7 Modifications de fonctionnalités**

- (a) Pendant la durée du contrat, l'entrepreneur doit continuer d'offrir la solution de SIB conformément à ce qui est décrit dans le contrat et la soumission de l'entrepreneur. Si l'entrepreneur a diminué ou supprimé des fonctionnalités dans la solution de SIB, le Canada, à sa seule discrétion, aura :
- (i) en plus des autres droits et recours stipulés dans le contrat ou disponibles en droit, le droit de résilier immédiatement le contrat et d'obtenir un remboursement de tout paiement anticipé;
- (b) Si l'entrepreneur supprime des fonctions de la solution de SIB et offre ces fonctions dans de nouveaux ou d'autres services, il accepte de fournir au Canada, dans le cadre de la licence du Canada, la partie de ces nouveaux ou autres services contenant les fonctions pertinentes, ou l'ensemble des programmes, dans la mesure où les fonctions pertinentes ne peuvent être utilisées séparément, conformément aux mêmes modalités du présent contrat;
- (c) Si l'entrepreneur augmente les fonctions de la solution de SIB, celles-ci doivent être fournies au Canada sans que les frais de la solution de SIB soient augmentés.

## **7.8 Système intégré de bibliothèque, maintenance et services de soutien**

Les dispositions suivantes sont conformes à l'Énoncé des besoins (annexe C).

<b>Solicitation No. – N° de l'invitation</b> 72000-170012	<b>Amd. No – N° de la modif.</b>	<b>Buyer ID – Id de l'acheteur</b> 127XL
<b>Client Ref. No. – N° de réf. De client</b>	<b>File No. – N° du dossier</b>	<b>CCC No./N° CCC – FMS No/ N° VME</b>

- (a) **Garantie relative à la solution de système intégré de bibliothèque :** L'entrepreneur garantit et déclare que la solution de SIB sera conforme au devis établi dans le contrat et l'Énoncé des besoins ou ira au-delà de celui-ci pendant toute la durée du contrat.
- (b) **Maintenance de la solution de système intégré de bibliothèque**
- (i) L'entrepreneur doit continuer d'assurer la maintenance et l'actualisation de la solution de SIB à titre de solution commerciale (c.-à-d. que l'entrepreneur ou l'éditeur de logiciel doit continuer de développer de nouveaux codes liés à la solution de SIB afin d'en conserver et d'en améliorer la fonctionnalité, et de corriger les erreurs) pendant toute la durée du contrat. Après cette période, si l'entrepreneur ou l'éditeur de logiciel décide d'interrompre ou de ne plus maintenir la solution de SIB, il doit en informer le Canada par écrit au moins 12 mois avant l'interruption du service;
  - (ii) L'entrepreneur doit s'assurer que la solution de SIB fonctionne au moins avec Internet Explorer 11 de Microsoft, y compris le mode de compatibilité;
  - (iii) L'entrepreneur doit s'assurer que la solution de SIB fonctionne avec toutes les versions disponibles sur le marché de Microsoft Internet Explorer (version 11) et deux versions antérieures (version 11 - 2). Cette exigence est en vigueur à partir de Microsoft Internet Explorer 11.
- (c) **Soutien relatif au système intégré de bibliothèque :** Pendant toute la durée du contrat, l'entrepreneur doit, dans le cadre de la fourniture de la solution de SIB, offrir le soutien suivant :
- (i) **Soutien par courriel :** L'entrepreneur doit fournir un soutien par courriel en utilisant l'adresse de courriel de l'entrepreneur à \_\_\_\_\_, en anglais canadien, de 8 h à 18 h (heure de l'Est), du lundi au vendredi (sauf les jours fériés observés par le gouvernement fédéral dans la province d'où provient la demande). Si possible, le service de soutien par courriel devra être offert en anglais et en français, selon le choix de l'administrateur y ayant recours. L'entrepreneur doit répondre à tous les courriels (les courriels générés automatiquement ne seront pas pris en considération en ce qui a trait à cette exigence) dans un délai d'un jour ouvrable suivant l'heure du courriel initial du client.
  - (ii) **Service téléphonique de soutien technique :** L'entrepreneur doit assurer un service téléphonique de soutien technique sans frais au [numéro de la ligne directe de l'entrepreneur], en anglais, de 8 h à 18 h (heure de l'Est), du lundi au vendredi, sauf les jours fériés observés par le gouvernement fédéral dans la province d'où provient la demande. Si possible, le service téléphonique de soutien technique devra être offert en anglais et en français, selon le choix de l'administrateur y ayant recours. L'entrepreneur doit répondre à tout appel (par l'entremise d'un agent de service en direct) dans un délai de 60 minutes suivant l'heure de l'appel du client ou de l'utilisateur. Le service de dépannage téléphonique de l'entrepreneur doit être assuré par des employés compétents, capables de répondre aux questions du client et des utilisateurs et, dans la mesure possible, de résoudre les problèmes par téléphone et d'offrir des conseils concernant les problèmes de configuration liés aux logiciels sous licence.
  - (iii) **Soutien Web :** L'entrepreneur doit fournir au Canada des services de soutien technique par l'entremise d'un site Web qui doit comprendre, à tout le moins, une foire aux questions et des outils de soutien en ligne en anglais. Si possible, le service de soutien Web devra être offert en anglais et en français, selon le choix de l'administrateur y ayant recours. Les administrateurs du Canada doivent pouvoir accéder au site Web de l'entrepreneur 24 heures sur 24, tous les jours de l'année, et celui-ci doit être disponible 98,5 % du temps. L'adresse du site Web de l'entrepreneur est : \_\_\_\_\_.

<b>Solicitation No. – N° de l'invitation</b> 72000-170012	<b>Amd. No – N° de la modif.</b>	<b>Buyer ID – Id de l'acheteur</b> 127XL
<b>Client Ref. No. – N° de réf. De client</b>	<b>File No. – N° du dossier</b>	<b>CCC No./N° CCC – FMS No/ N° VME</b>

*(Remarque à l'intention des soumissionnaires : L'information ci-dessus sera indiquée par l'autorité contractante au moment de l'attribution du contrat.)*

- (d) **Langue des services de soutien** : Les services de soutien doivent être assurés en anglais. Si possible, les services de soutien devront être offerts en anglais et en français, selon le choix de l'administrateur y ayant recours.

## 7.9 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

- (a) Conditions générales :
- (i) 2030 (2016-04-04), Conditions générales – besoins plus complexes de biens, s'applique au contrat et en fait partie intégrante,
  - (ii) 2035 (2016-04-04), Conditions générales – besoins plus complexes de services, s'applique et en fait partie intégrante.
- (b) Conditions générales supplémentaires :
- Les conditions générales supplémentaires suivantes :
- (i) 4003 (2010-08-16), Conditions générales supplémentaires – Logiciels sous licence;
  - (ii) 4004 (2013-04-25), Conditions générales supplémentaires – Services de maintenance et de soutien des logiciels sous licence;
- s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

## 7.10 Exigences relatives à la sécurité

Les exigences suivantes relatives à la sécurité (*la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et les clauses connexes du Programme de sécurité industrielle*) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

Le présent contrat ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

## 7.11 Durée du contrat

- (a) **Durée du contrat** : la « **durée du contrat** » représente toute la période au cours de laquelle l'entrepreneur est obligé d'exécuter les travaux et comprend :
- (i) la « **durée du contrat initial** », qui débute à la date d'attribution du contrat et se termine un an après l'acceptation de la solution logicielle;
  - (ii) la période de prolongation de ce contrat, si le Canada décide de se prévaloir des options énoncées dans le contrat.
- (b) **Option de prolongation du contrat**
- (i) L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat pour, au plus, 9 périodes supplémentaires d'une (1) année chacune, selon les mêmes

<b>Solicitation No. – N° de l'invitation</b> 72000-170012	<b>Amd. No – N° de la modif.</b>	<b>Buyer ID – Id de l'acheteur</b> 127XL
<b>Client Ref. No. – N° de réf. De client</b>	<b>File No. – N° du dossier</b>	<b>CCC No./N° CCC – FMS No/ N° VME</b>

conditions. L'entrepreneur accepte, au cours de la période prolongée du contrat, d'être payé conformément aux dispositions applicables définies dans la Base de paiement.

- (ii) Le Canada peut exercer cette option à n'importe quel moment, en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur au moins **2** jours civils avant la date d'échéance du contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

## 7.12 Responsables

### (a) Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est :

Nom : **Brock Flemming**  
Titre : Agent de négociation des contrats

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Direction générale des approvisionnements

Direction : Direction de l'acquisition de logiciels et de systèmes partagés  
Adresse : 10, rue Wellington, Gatineau (Québec)  
Téléphone : 613-858-8073  
Courriel : brock.flemming@tpsgc-pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée, par écrit, par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ni de travaux qui n'y sont pas prévus à la suite de demandes ou d'instructions verbales ou écrites provenant d'une personne autre que l'autorité contractante.

### (b) Chargé de projet

Le chargé de projet pour le contrat est :

**Remarque à l'intention des soumissionnaires :** L'information sera fournie à l'attribution du contrat.

Le chargé de projet représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter de questions techniques avec le chargé de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser la modification de la portée des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

**Remarque à l'intention des soumissionnaires :** L'information sera fournie à l'attribution du contrat.

<b>Solicitation No. – N° de l'invitation</b> 72000-170012	<b>Amd. No – N° de la modif.</b>	<b>Buyer ID – Id de l'acheteur</b> 127XL
<b>Client Ref. No. – N° de réf. De client</b>	<b>File No. – N° du dossier</b>	<b>CCC No./N° CCC – FMS No/ N° VME</b>

## 7.13 Paiement

### (a) Base de paiement

- (i) **Mise en œuvre** : Pour les services de mise en œuvre de la solution de SIB qui comprennent ce qui suit : Configuration de la solution de SIB, téléchargement initial des données, mise à l'essai et formation, selon ce qui est établi dans le contrat, le Canada payant à l'entrepreneur le prix de lot ferme pour 3 utilisateurs parmi le personnel de la Bibliothèque du gouvernement du Canada, comme il est prévu au tableau 1 de l'annexe A, suivant la soumission d'une facture valide, destination FAB, comprenant tous les droits de douane, taxes applicables en sus. Le prix ferme comprend la garantie au cours de la période de garantie du logiciel ainsi que les services de maintenance et de soutien au cours de la période d'hébergement (y compris toute licence d'utilisation supplémentaire achetée au cours de la période du contrat).
- (ii) **Hébergement de la solution de SIB au cours de la durée du contrat initial et des périodes optionnelles de prolongation du contrat** : Pour que les utilisateurs puissent accéder à la solution de SIB, et l'utiliser, ce qui comprend la garantie; la sauvegarde et la restauration; les services de maintenance et de soutien; les services d'hébergement; la documentation relative à la solution de SIB; et la formation, selon ce qui est établi dans le contrat, le Canada paiera à l'entrepreneur le prix de lot ferme pour 5 utilisateurs pouvant ouvrir un nombre illimité de dossiers, comme il est prévu à l'annexe A, payable annuellement à l'avance, suivant la soumission d'une facture valide, destination FAB, comprenant tous les droits de douane, taxes applicables en sus. Le prix ferme comprend la garantie ainsi que les services de maintenance et de soutien pendant toute la durée du contrat.
- (iii) **Configuration de l'application et importation de données** : Pour la configuration de l'application et l'importation initiale des données pour la solution de SIB, le Canada paiera à l'entrepreneur, à la suite de l'acceptation par le client et en fonction des paiements d'étape pour l'installation et la mise en œuvre de la solution logicielle, les prix fermes établis dans le tableau des prix à l'annexe A, taxes applicables en sus.
- (iv) **Octroi facultatif d'un droit d'utilisation à des utilisateurs additionnels au sein du personnel de la Bibliothèque souhaitant accéder à la solution de SIB et l'utiliser** : Concernant l'option d'obtenir, pour des utilisateurs additionnels au sein du personnel de la Bibliothèque, le droit d'accéder à la solution de SIB et de l'utiliser, ce qui comprend la garantie; les services de maintenance et de soutien; les services d'hébergement; la documentation relative à la solution de SIB; et la formation, pendant la durée du contrat initial et pour tous les utilisateurs durant les périodes d'option, selon ce qui est établi dans le contrat, le Canada paiera à l'entrepreneur, à l'avance, le prix ferme par utilisateur fixé à l'annexe A, suivant la soumission d'une facture valide, destination FAB, comprenant tous les droits de douane, taxes applicables en sus. Le prix ferme comprend la garantie ainsi que les services de maintenance et de soutien.
- (v) **Formation assortie d'un prix ferme** : Pour les cours de formation allant au-delà de la formation sur la mise en œuvre qui sont demandés par le Canada pendant la durée du contrat, le Canada paiera à l'entrepreneur une fois le cours terminé le prix ferme par cours établi à l'annexe A, taxes applicables en sus.
- (vi) **Attribution concurrentielle** : L'entrepreneur reconnaît que le présent contrat a été attribué à l'issue d'un processus concurrentiel. Aucuns frais supplémentaires ne seront versés à l'entrepreneur pour les erreurs, les oublis, les idées fausses ou les mauvaises estimations dans sa soumission.

<b>Solicitation No. – N° de l'invitation</b> 72000-170012	<b>Amd. No – N° de la modif.</b>	<b>Buyer ID – Id de l'acheteur</b> 127XL
<b>Client Ref. No. – N° de réf. De client</b>	<b>File No. – N° du dossier</b>	<b>CCC No./N° CCC – FMS No/ N° VME</b>

(vii) **Taux pour les services professionnels** : D'après l'expérience du Canada, les soumissionnaires proposeront parfois dans leur soumission des taux pour une ou plusieurs catégories de ressources qu'ils refuseront plus tard de respecter, en affirmant que ces taux ne leur permettent pas de recouvrer leurs frais ou de rentabiliser leurs activités, ce qui annule les avantages que le Canada aurait pu retirer de ce contrat. Si l'entrepreneur ne répond pas ou refuse de présenter une personne possédant les compétences décrites dans le contrat dans le délai prévu au contrat (ou qu'il propose plutôt de présenter quelqu'un d'une autre catégorie, à un taux différent), même si le Canada résilie le contrat en totalité ou en partie ou choisit de se prévaloir de ses droits en vertu des Conditions générales, le Canada peut imposer des sanctions ou prendre des mesures conformément à la Politique sur les mesures correctives du rendement des fournisseurs (ou l'équivalent) de TPSGC en vigueur. Ces mesures peuvent comprendre une évaluation de laquelle peut découler l'imposition à l'entrepreneur de conditions qu'il devra respecter pour continuer à faire affaire avec le Canada ou une radiation complète de l'entrepreneur l'empêchant de soumissionner à l'avenir.

(viii) **Objet des estimations** : Toutes les estimations reproduites dans ce contrat le sont uniquement pour répondre aux besoins administratifs du Canada et ne constituent pas des engagements de sa part pour ce qui est de l'acquisition de ces biens ou de ces services selon les nombres indiqués. Les engagements relatifs à l'acquisition d'une quantité ou d'une valeur précise de biens ou de services sont décrits ailleurs dans le contrat.

(b) **Limitation des prix**

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

(c) **Modalités de paiement – Paiement unique**

(i) H1000C (2008-05-12), Paiement unique

(d) **Modalités de paiement – Paiement anticipé**

(i) Le Canada versera un paiement anticipé à l'entrepreneur pour la solution de système intégré de bibliothèque si :

(A) une facture exacte et complète ainsi que tout autre document exigé par le contrat ont été soumis conformément aux instructions de facturation prévues au contrat;

(B) tous ces documents ont été vérifiés par le Canada.

(ii) Le versement d'un paiement anticipé n'empêche pas le Canada d'exercer un recours à l'égard du paiement anticipé ou des travaux si les travaux exécutés par la suite sont jugés inacceptables.

(e) **Aucune obligation de payer pour des travaux non effectués en raison de la fermeture des bureaux du gouvernement**

(i) Si l'entrepreneur, ses employés, ses sous-traitants ou ses agents ne peuvent accéder aux locaux du gouvernement où ils assurent des services selon le contrat en raison de l'évacuation et de la fermeture de ces bureaux et que cette situation les empêche de faire leur travail, le Canada n'est pas tenu de payer l'entrepreneur pour les travaux qui auraient pu être effectués sans l'évacuation ou la fermeture.

<b>Solicitation No. – N° de l'invitation</b> 72000-170012	<b>Amd. No – N° de la modif.</b>	<b>Buyer ID – Id de l'acheteur</b> 127XL
<b>Client Ref. No. – N° de réf. De client</b>	<b>File No. – N° du dossier</b>	<b>CCC No./N° CCC – FMS No/ N° VME</b>

- (ii) Si l'entrepreneur, ses employés, ses sous-traitants ou ses agents ne peuvent accéder aux locaux du gouvernement où ils assurent des services en vertu du contrat en raison d'une grève ou d'un lock-out et que cette situation les empêche de faire leur travail, le Canada n'est pas tenu de payer l'entrepreneur pour les travaux qui auraient pu être effectués s'il avait eu accès aux locaux.

#### **7.14 Instructions relatives à la facturation**

- (a) L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément aux renseignements demandés dans les conditions générales.
- (b) La facture de l'entrepreneur doit comporter un poste pour chaque sous-alinéa de la Base de paiement.
- (c) En soumettant des factures (portant sur des articles qui ne font pas l'objet de paiement anticipé), l'entrepreneur atteste que les biens et services ont été livrés et que tous les frais sont conformes aux dispositions de la Base de paiement du contrat, y compris les frais résultant de l'exécution des travaux par des sous-traitants.
- (d) L'entrepreneur doit remettre au responsable technique l'original de chaque facture. Il doit aussi en remettre une copie à l'autorité contractante sur demande.

#### **7.15 Attestations**

Le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires sont des conditions du contrat. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur ou à fournir les renseignements supplémentaires, ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément à la disposition du contrat en la matière.

#### **7.16 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Manquement de la part de l'entrepreneur**

L'entrepreneur comprend et convient que l'Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi conclu avec le Programme du travail d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) doit demeurer valide pendant toute la durée du contrat. Si cet accord devient invalide, le nom de l'entrepreneur sera ajouté à la « Liste d'admissibilité limitée à soumissionner au Programme de contrats fédéraux ». L'imposition d'une telle sanction par EDSC fera en sorte que l'entrepreneur sera considéré comme non conforme aux modalités du contrat.

#### **7.17 Lois applicables**

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

#### **7.18 Ordre de priorité des documents**

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste :

Les articles du présent accord, y compris les clauses du guide des CCUA qui y sont intégrées par renvoi;

- (a) les conditions générales supplémentaires, dans l'ordre suivant :

<b>Solicitation No. – N° de l'invitation</b> 72000-170012	<b>Amd. No – N° de la modif.</b>	<b>Buyer ID – Id de l'acheteur</b> 127XL
<b>Client Ref. No. – N° de réf. De client</b>	<b>File No. – N° du dossier</b>	<b>CCC No./N° CCC – FMS No/ N° VME</b>

- (i) 4003 (2010-08-16);
- (ii) 4004 (2013-04-25);
- (b) les conditions générales 2030 (2015-09-03);
- (c) l'annexe A, Base de paiement;
- (d) l'annexe C, Énoncé des besoins;
- (e) la proposition de l'entrepreneur en date du \_\_\_\_\_, et modifiée le \_\_\_\_\_, à l'exclusion des conditions de licence de l'éditeur de logiciel pouvant faire partie de la soumission, de toute disposition ayant trait à la limitation de la responsabilité, et de toute modalité incorporée par renvoi (ou par l'entremise d'un hyperlien) dans la soumission.

**Remarque à l'intention des soumissionnaires :** L'information sera fournie à l'attribution du contrat

#### **7.19 Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)**

- (a) Clause du guide des CCUA A2000C (2006-16-16) Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)

**Remarque à l'intention des soumissionnaires :** On intégrera la présente clause ou la clause suivante dans le contrat subséquent selon que le soumissionnaire retenu est un entrepreneur canadien ou un entrepreneur étranger.

#### **7.20 Ressortissants étrangers (entrepreneur étranger)**

- (a) Clause du guide des CCUA A2001C (2006-06-16) Ressortissants étrangers (entrepreneur étranger)

#### **7.21 Exigences en matière d'assurance**

- (a) Clause du guide des CCUA G1005C (2008-05-12) Exigences en matière d'assurance

#### **7.22 Limitation de la responsabilité – gestion de l'information/technologie de l'information**

- (a) Cet article s'applique malgré toute autre disposition du contrat et remplace l'article des conditions générales intitulé « Responsabilité ». Dans cet article, chaque fois qu'il est fait mention de dommages causés par l'entrepreneur, cela renvoie également aux dommages causés par ses employés, ainsi que par ses sous-traitants, ses mandataires, ses représentants, ou leurs employés. Cet article s'applique que la réclamation soit fondée contractuellement sur un délit civil ou un autre motif de poursuite. L'entrepreneur n'est pas responsable envers le Canada en ce qui concerne le rendement ou l'inexécution du contrat, sauf dans les cas précisés dans cet article et dans tout autre article du contrat préétablissant des dommages-intérêts. L'entrepreneur est uniquement responsable des dommages indirects, particuliers ou consécutifs, dans la mesure décrite dans cet article, même si l'entrepreneur a été avisé de la possibilité de ces dommages.
- (b) **Responsabilité de la première partie**
  - (i) L'entrepreneur est entièrement responsable envers le Canada de tous les dommages, y compris les dommages indirects, particuliers ou consécutifs, causés par l'exécution ou l'inexécution du contrat par l'entrepreneur et qui se rapportent à :

<b>Solicitation No. – N° de l'invitation</b> 72000-170012	<b>Amd. No – N° de la modif.</b>	<b>Buyer ID – Id de l'acheteur</b> 127XL
<b>Client Ref. No. – N° de réf. De client</b>	<b>File No. – N° du dossier</b>	<b>CCC No./N° CCC – FMS No/ N° VME</b>

- (A) toute violation des droits de propriété intellectuelle dans la mesure où l'entrepreneur viole l'article des conditions générales intitulé « Atteinte aux droits de propriété intellectuelle et redevances »;
- (B) toute blessure physique, y compris la mort.
- (ii) L'entrepreneur est responsable de tous les dommages directs causés par l'exécution ou l'inexécution du contrat par l'entrepreneur qui touchent des biens personnels matériels ou des biens immobiliers qui sont la propriété du Canada, en sa possession, ou qui sont occupés par le Canada.
- (iii) Chaque partie est responsable de tous les dommages directs causés par son manquement à l'obligation de confidentialité en vertu du contrat. Chaque partie est aussi responsable de tous les dommages indirects, particuliers ou consécutifs relatifs à sa divulgation non autorisée des secrets industriels de l'autre partie (ou des secrets industriels d'un tiers fournis par une partie à une autre, en vertu du contrat) qui concernent la technologie de l'information.
- (iv) L'entrepreneur est responsable de tous les dommages directs qui se rapportent à une charge ou à une réclamation liée à toute portion des travaux pour lesquels le Canada a effectué un paiement. Cela ne s'applique pas aux charges ou réclamations relatives aux droits de propriété intellectuelle, lesquelles sont traitées au sous-alinéa (i)(A) ci-dessus.
- (v) L'entrepreneur est aussi responsable envers le Canada de tous les autres dommages directs qui ont été causés par l'exécution ou l'inexécution du contrat par l'entrepreneur et qui se rapportent à :
  - (A) tout manquement aux obligations en matière de garantie en vertu du contrat, jusqu'à concurrence du coût total payé par le Canada (y compris toute taxe applicable) pour les biens et les services touchés par le manquement;
  - (B) tout autre dommage direct, y compris tous les coûts directs identifiables engagés par le Canada pour faire appel à un autre entrepreneur pour effectuer les travaux, lorsque le contrat est résilié en partie ou en totalité par le Canada pour manquement, jusqu'à concurrence d'un maximum global pour ce sous-alinéa (B) du montant le plus élevé entre 0,25 fois le coût total estimatif (le montant indiqué à la première page du contrat dans la case intitulée « Coût total estimatif » ou le montant indiqué sur chaque commande subséquente, bon de commande ou tout autre document utilisé pour commander des biens ou des services), ou 1 000 000 \$.

Quoi qu'il en soit, la responsabilité totale de l'entrepreneur en vertu de l'alinéa (v) ne dépassera pas le coût total estimatif (comme défini ci-dessus) du contrat ou 1 000 000 \$, le montant le plus élevé étant retenu.
- (vi) Si les dossiers ou les données du Canada sont endommagés à la suite d'une négligence ou d'un acte délibéré de l'entrepreneur, la seule responsabilité de l'entrepreneur consiste à rétablir à ses frais les dossiers et les données du Canada en utilisant la copie de sauvegarde la plus récente conservée par le Canada. Ce dernier doit s'assurer de sauvegarder adéquatement ses documents et données.
- (c) **Réclamations de tiers**
  - (i) Que la réclamation soit faite au Canada ou à l'entrepreneur, chaque partie convient qu'elle est responsable des dommages qu'elle cause à tout tiers relativement au contrat, tel que stipulé dans un accord de règlement ou ultimement déterminé par une

<b>Solicitation No. – N° de l'invitation</b> 72000-170012	<b>Amd. No – N° de la modif.</b>	<b>Buyer ID – Id de l'acheteur</b> 127XL
<b>Client Ref. No. – N° de réf. De client</b>	<b>File No. – N° du dossier</b>	<b>CCC No./N° CCC – FMS No/ N° VME</b>

cour compétente, si la cour détermine que les parties sont conjointement et solidairement responsables ou qu'une seule partie est uniquement et directement responsable envers le tiers. Le montant de la responsabilité sera celui précisé dans l'accord de règlement ou déterminé par la cour comme ayant été la portion des dommages que la partie a causés au tiers. Aucun accord de règlement ne lie une partie, sauf si ses représentants autorisés l'ont approuvé par écrit.

- (ii) Si le Canada doit, en raison d'une responsabilité conjointe et solidaire ou responsabilité conjointe et individuelle, payer un tiers pour des dommages causés par l'entrepreneur, l'entrepreneur doit rembourser au Canada le montant ultimement déterminé par une cour compétente comme étant la portion de l'entrepreneur des dommages qu'il a lui-même causés au tiers. Toutefois, malgré l'alinéa (i), en ce qui concerne les dommages-intérêts spéciaux, indirects ou consécutifs subis par des tiers et couverts par le présent article, l'entrepreneur est uniquement responsable de rembourser au Canada sa portion des dommages que le Canada doit payer à un tiers sur ordre d'une cour, en raison d'une responsabilité conjointe et solidaire relativement à la violation des droits de propriété intellectuelle, de blessures physiques à un tiers, y compris la mort; des dommages touchant les biens personnels matériels ou immobiliers d'un tiers; toute charge ou toute réclamation sur toute portion des travaux; ou un manquement à l'obligation de confidentialité.
- (iii) Les parties sont uniquement responsables l'une devant l'autre des dommages causés à des tiers dans la mesure décrite dans ce paragraphe (c).

**(d) Responsabilité de la première partie**

- (i) L'entrepreneur est entièrement responsable envers le Canada de tous les dommages, y compris les dommages indirects, particuliers ou consécutifs, causés par l'exécution ou l'inexécution du contrat par l'entrepreneur et qui se rapportent à :
  - (A) toute violation des droits de propriété intellectuelle dans la mesure où l'entrepreneur viole l'article des conditions générales intitulé « Atteinte aux droits de propriété intellectuelle et redevances »;
  - (B) toute blessure physique, y compris la mort.
- (ii) L'entrepreneur est responsable de tous les dommages directs qui touchent des biens personnels ou biens immobiliers qui sont la propriété du Canada, en sa possession, ou qui sont occupés par le Canada.
- (iii) Chaque partie est responsable de tous les dommages directs causés par son manquement à l'obligation de confidentialité en vertu du contrat. Chaque partie est aussi responsable de tous les dommages indirects, particuliers ou consécutifs relatifs à sa divulgation non autorisée des secrets industriels de l'autre partie (ou des secrets industriels d'un tiers fournis par une partie à une autre, en vertu du contrat) qui concernent la technologie de l'information.
- (iv) L'entrepreneur est responsable de tous les dommages directs qui se rapportent à une charge ou à une réclamation liée à une partie des travaux pour lesquels le Canada a effectué un paiement. Cela ne s'applique pas aux charges ou réclamations relatives aux droits de propriété intellectuelle, lesquelles sont traitées au sous-alinéa (i)(A) ci-dessus.

<b>Solicitation No. – N° de l'invitation</b> 72000-170012	<b>Amd. No – N° de la modif.</b>	<b>Buyer ID – Id de l'acheteur</b> 127XL
<b>Client Ref. No. – N° de réf. De client</b>	<b>File No. – N° du dossier</b>	<b>CCC No./N° CCC – FMS No/ N° VME</b>

(v) L'entrepreneur est aussi responsable de tous les autres dommages directs subis par le Canada qui ont été causés par l'entrepreneur en lien quelconque avec le contrat, y compris :

- (A) tout manquement aux obligations en matière de garantie en vertu du contrat, jusqu'à concurrence du coût total payé par le Canada (y compris toute taxe applicable) pour les biens et les services touchés par le manquement;
- (B) tout autre dommage direct, y compris tous les coûts directs identifiables engagés par le Canada pour faire appel à un autre entrepreneur pour effectuer les travaux, lorsque le contrat est résilié en partie ou en totalité par le Canada pour manquement, jusqu'à concurrence d'un maximum global pour ce sous-alinéa (B) du montant le plus élevé entre 0,25 fois le coût total estimatif (le montant indiqué à la première page du contrat dans la case intitulée « Coût total estimatif » ou le montant indiqué sur chaque commande subséquente, bon de commande ou tout autre document utilisé pour commander des biens ou des services), ou 1 000 000 \$.

Quoi qu'il en soit, la responsabilité totale de l'entrepreneur en vertu de l'alinéa (v) ne dépassera pas le coût total estimatif (comme défini ci-dessus) du contrat ou 1 000 000 \$, le montant le plus élevé étant retenu.

(vi) Si les dossiers ou les données du Canada sont endommagés à la suite d'une négligence ou d'un acte délibéré de l'entrepreneur, la seule responsabilité de l'entrepreneur consiste à rétablir à ses frais les dossiers et les données du Canada en utilisant la copie de sauvegarde la plus récente conservée par le Canada. Ce dernier doit s'assurer de sauvegarder adéquatement ses documents et données.

**(e) Réclamations de tiers**

- (i) Que la réclamation soit faite au Canada ou à l'entrepreneur, chaque partie convient qu'elle est responsable des dommages qu'elle cause à tout tiers relativement au contrat, tel que stipulé dans un accord de règlement ou ultimement déterminé par une cour compétente, si la cour détermine que les parties sont conjointement et solidairement responsables ou qu'une seule partie est uniquement et directement responsable envers le tiers. Le montant de la responsabilité sera celui précisé dans l'accord de règlement ou déterminé par la cour comme ayant été la portion des dommages que la partie a causés au tiers. Aucun accord de règlement ne lie une partie, sauf si ses représentants autorisés l'ont approuvé par écrit.
- (ii) Si le Canada doit, en raison d'une responsabilité conjointe et solidaire ou responsabilité conjointe et individuelle, payer un tiers pour des dommages causés par l'entrepreneur, l'entrepreneur doit rembourser au Canada le montant ultimement déterminé par une cour compétente comme étant la portion de l'entrepreneur des dommages qu'il a lui-même causés au tiers. Toutefois, malgré l'alinéa (i), en ce qui concerne les dommages-intérêts spéciaux, indirects ou consécutifs subis par des tiers et couverts par le présent article, l'entrepreneur est uniquement responsable de rembourser au Canada sa portion des dommages que le Canada doit payer à un tiers sur ordre d'une cour, en raison d'une responsabilité conjointe et solidaire relativement à la violation des droits de propriété intellectuelle, de blessures physiques à un tiers, y compris la mort; des dommages touchant les biens personnels matériels ou immobiliers d'un tiers; toute charge ou toute réclamation sur toute portion des travaux; ou un manquement à l'obligation de confidentialité.
- (iii) Les parties sont uniquement responsables l'une devant l'autre des dommages causés à des tiers dans la mesure décrite dans ce paragraphe (d).

Solicitation No. – N° de l'invitation 72000-170012	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 127XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./N° CCC – FMS No/ N° VME

### 7.23 Garantie financière

- (a) Clause du guide des CCUA E0008C (2014-09-25) Définition de dépôt de garantie – contrat

### 7.24 Entrepreneur en coentreprise

- (a) L'entrepreneur confirme que le nom de la coentreprise est \_\_\_\_\_ et qu'elle est formée des membres suivants :
- *[énumérer les membres de la coentreprise nommés dans la soumission originale de l'entrepreneur].*
- (b) En ce qui a trait aux rapports entre les membres de cette coentreprise, chacun d'eux adopte les conventions, fait les déclarations et offre les garanties suivantes (le cas échéant) :
- (i) \_\_\_\_\_ a été nommé comme « membre représentant » de la coentreprise et est pleinement habilité à intervenir à titre de mandataire de chacun des membres de celle-ci pour ce qui est des questions se rapportant au présent contrat;
  - (ii) en remettant un avis au membre représentant, le Canada sera réputé l'avoir remis à tous les membres de cette coentreprise;
  - (iii) les sommes versées par le Canada au membre représentant en vertu du contrat seront réputées avoir été versées à tous les membres de la coentreprise.
- (c) Les membres de la coentreprise acceptent que le Canada puisse, à sa discrétion, résilier le contrat en cas de différend entre les membres lorsqu'il est d'avis que ce différend nuit à l'exécution des travaux, et ce, de quelque façon que ce soit.
- (d) Les membres de la coentreprise sont conjointement et individuellement ou solidairement responsables de l'exécution de ce contrat.
- (e) L'entrepreneur reconnaît que toute modification dans la composition des membres de la coentreprise (c.-à-d. une modification du nombre de membres ou la substitution d'une autre entité légale à un membre existant) constitue une cession et est assujettie aux dispositions des conditions générales.
- (f) L'entrepreneur reconnaît que les exigences contractuelles relatives aux marchandises contrôlées et à la sécurité, le cas échéant, s'appliquent à chaque membre de la coentreprise.

**Remarque à l'intention des soumissionnaires :** Le présent article sera supprimé si le soumissionnaire auquel on attribue le contrat n'est pas constitué en coentreprise. Si l'entrepreneur est une coentreprise, cet article sera complété à l'aide de l'information contenue dans sa soumission.

### 7.25 Élargissement de la gamme de produits existants

- (a) Pendant la durée du contrat, si des améliorations technologiques ont été apportées aux produits en vente prévus au contrat, l'entrepreneur peut proposer de nouveaux produits qui se veulent le prolongement d'une gamme de produits existants ou la « prochaine génération » d'une gamme de produits existants qui répondent aux spécifications de ces derniers ou les dépassent si le prix des nouveaux produits ne dépasse pas :
- (i) le prix ferme (ou prix plafond, s'il y a lieu) du produit offert initialement dans la soumission de l'entrepreneur qui a donné lieu à l'attribution de ce contrat;

<b>Solicitation No. – N° de l'invitation</b> 72000-170012	<b>Amd. No – N° de la modif.</b>	<b>Buyer ID – Id de l'acheteur</b> 127XL
<b>Client Ref. No. – N° de réf. De client</b>	<b>File No. – N° du dossier</b>	<b>CCC No./N° CCC – FMS No/ N° VME</b>

- (ii) le prix inscrit sur la liste actuelle des prix publiés du produit de remplacement, moins tout rabais applicable au gouvernement;
- (iii) le prix du produit de remplacement sur le marché;  
selon le plus bas prix.
- (b) Le nouveau produit proposé peut faire l'objet d'une étude comparative, et toutes les dépenses connexes (comme le transport et le coût de l'étude) seront aux frais de l'entrepreneur.
- (c) Le gouvernement du Canada se réserve le droit de convertir toute licence de la solution de l'architecture d'entreprise (AE) en modèle de fourniture de logiciel-service (SaaS), ou d'héberger la solution d'AE dans toute combinaison d'environnements, soit hébergé par contrat, hébergé par un tiers ou en nuage, à condition que de telles offres soient conformes à l'objectif, à la portée et aux priorités du contrat.
- (d) L'acceptation ou le rejet du nouveau produit est à l'entière discrétion du Canada. Si le Canada refuse le nouveau produit proposé, l'entrepreneur doit continuer à livrer le produit de départ. Si le nouveau produit est accepté, le tout sera consigné, à des fins administratives seulement, par une modification au contrat indiquant l'ajout de ce produit au contrat.

## 7.26 Configuration de la solution logicielle

- (a) L'entrepreneur doit effectuer la configuration de la solution logicielle conformément à l'annexe C, Énoncé des besoins.
- (b) L'entrepreneur doit veiller à ce que la solution logicielle fonctionne dans l'environnement du client et à ce que tout problème soit réglé.
- (c) L'entrepreneur doit rencontrer l'équipe technique du client pour un examen post-mise en œuvre de la mise en œuvre, y compris les mesures ou les exigences propres au site, et il doit fournir par la suite des conseils sur les procédures opérationnelles et de maintenance.
- (c) L'entrepreneur doit fournir un rapport final sur la mise en œuvre, y compris les problèmes propres au site, les conseils opérationnels et le registre de mise en œuvre, pour acceptation par le chargé de projet du client.

## 7.27 Déclarations et garanties

L'entrepreneur a fait des déclarations à propos de son expérience et de son expertise, et de celles de ses ressources proposées, qui ont donné lieu à l'attribution du contrat. L'entrepreneur déclare et certifie que toutes ces déclarations sont véridiques et reconnaît que le Canada s'est fondé sur ces déclarations pour lui attribuer le contrat et lui assigner des travaux par l'intermédiaire des autorisations de tâche. De plus, l'entrepreneur déclare et certifie qu'il a et qu'il aura pendant la durée du contrat, tout comme les ressources et les sous-traitants qui effectueront les travaux, les compétences, les qualifications, l'expertise et l'expérience nécessaires pour mener à bien et gérer les travaux conformément au contrat et qu'il (ainsi que les ressources et les sous-traitants dont il retiendra les services) a déjà assuré des services semblables pour le compte d'autres clients.

<b>Solicitation No. – N° de l'invitation</b> 72000-170012	<b>Amd. No – N° de la modif.</b>	<b>Buyer ID – Id de l'acheteur</b> 127XL
<b>Client Ref. No. – N° de réf. De client</b>	<b>File No. – N° du dossier</b>	<b>CCC No./N° CCC – FMS No/ N° VME</b>

## ANNEXE A

### BASE DE PAIEMENT

<b>TABLEAU 1 – BESOIN ANNUEL</b> <b>PRIX DE LOT FERME ANNUEL POUR LES LICENCES PERMETTANT AUX UTILISATEURS AU SEIN DU PERSONNEL DE LA BIBLIOTHÈQUE D'ACCÉDER AU SERVICE DE SYSTÈME INTÉGRÉ DE BIBLIOTHÈQUE ET DE L'UTILISER PENDANT LA DURÉE DU CONTRAT</b>		
<b>N° d'article</b>	<b>Description des biens livrables pour la période initiale</b>	<b>Prix de lot ferme annuel tout compris pour 3 utilisateurs au sein du personnel de la Bibliothèque pour chaque période de contrat annuelle.</b>
1	Pour que 3 utilisateurs au sein du personnel de la Bibliothèque puissent accéder au service de système intégré de bibliothèque (SIB), et l'utiliser, ce qui comprend l'accès illimité au catalogue public en ligne, la documentation, la garantie, les services d'hébergement, la sauvegarde et la restauration, ainsi que les services de maintenance et de soutien, selon ce qui est prévu dans le présent contrat et l'Énoncé des besoins (annexe C)	0,00 \$
<b>TOTAL POUR LE BESOIN</b>		0,00 \$

<b>TABLEAU 2 – BESOINS INITIAUX</b> <b>PRIX DE LOT FERMES POUR LA CONSOMMATION DE DONNÉES</b>				
<b>N° d'article</b>	<b>Description</b>	<b>Unité de mesure</b>	<b>Quantité</b>	<b>Prix ferme tout compris pour la période initiale</b>
1	Stockage de données pour les données numériques qui sont entreposées dans des regroupements logiques pendant la durée du contrat initial d'un an	Par gigaoctet	25	0,00 \$
<b>Total pour le tableau 1</b>				<b>0,00 \$</b>

<b>Solicitation No. – N° de l'invitation</b> 72000-170012	<b>Amd. No – N° de la modif.</b>	<b>Buyer ID – Id de l'acheteur</b> 127XL
<b>Client Ref. No. – N° de réf. De client</b>	<b>File No. – N° du dossier</b>	<b>CCC No./N° CCC – FMS No/ N° VME</b>

<b>TABLEAU 3</b> <b>OPTION DE RENOUELER ET D'ACQUÉRIR DES LICENCES ADDITIONNELLES POUR LES UTILISATEURS AU SEIN DU PERSONNEL DE LA BIBLIOTHÈQUE, LEUR PERMETTANT D'ACCÉDER AU SYSTÈME INTÉGRÉ DE BIBLIOTHÈQUE ET DE L'UTILISER PENDANT LA DURÉE DU CONTRAT INITIAL ET LES PÉRIODES D'OPTION</b>					
<b>N° d'article (A)</b>	<b>Description (B)</b> Pour la fourniture de licences permettant d'accéder au service de système intégré de bibliothèque et de l'utiliser, ce qui comprend la documentation, la garantie, l'accès illimité au catalogue public en ligne et les services de maintenance et de soutien, selon ce qui est prévu dans le présent contrat et l'Énoncé des besoins (annexe C)	<b>Unité de mesure (C)</b>	<b>Prix ferme tout compris par utilisateur additionnel au sein du personnel de la bibliothèque par année* (D)</b>	<b>Quantité à des fins d'évaluation (E)</b>	<b>Prix calculé à des fins d'évaluation (F)</b>
1	Année 1	Utilisateur (personnel de bibliothèque)	0,00 \$	3	1D x 1E
2	Année d'option 1	Utilisateur (personnel de bibliothèque)	0,00 \$	3	2D x 2E
3	Année d'option 2	Utilisateur (personnel de bibliothèque)	0,00 \$	3	3D x 3E
4	Année d'option 3	Utilisateur (personnel de bibliothèque)	0,00 \$	3	4D x 4E
5	Année d'option 4	Utilisateur (personnel de bibliothèque)	0,00 \$	3	5D x 5E
6	Année d'option 5	Utilisateur (personnel de bibliothèque)	0,00 \$	3	6D x 6E
7	Année d'option 6	Utilisateur (personnel de bibliothèque)	0,00 \$	3	7D x 7E
8	Année d'option 7	Utilisateur (personnel de bibliothèque)	0,00 \$	3	8D x 8E
9	Année d'option 8	Utilisateur (personnel de bibliothèque)	0,00 \$	3	9D x 9E
10	Année d'option 9	Utilisateur (personnel de bibliothèque)	0,00 \$	3	10D x 10E
<b>PRIX CALCULÉ TOTAL À DES FINS D'ÉVALUATION</b>					<b>Somme (1F:10F)</b>
*Remarque : En vue d'établir une date de fin commune pour le SIB, lorsque des licences additionnelles pour des utilisateurs au sein du personnel de la Bibliothèque, leur permettant d'accéder au système intégré de bibliothèque et de l'utiliser, sont acquises au cours de la période du contrat, le Canada paiera un montant fondé sur le prix ferme par utilisateur au sein du personnel de la Bibliothèque par année qui est prévu au tableau 3 de l'annexe A, divisé par 12 puis multiplié par le nombre de mois jusqu'à la fin de la période de contrat en cours.					

<b>TABLEAU 4</b> <b>OPTION DE RENOUELER DES QUANTITÉS POUR LE STOCKAGE DE DONNÉES PENDANT LES PÉRIODES D'OPTION</b>				
<b>N° d'article (A)</b>	<b>Description (B)</b> Stockage de données (gigaoctets)	<b>Prix ferme par gigaoctet (C)</b>	<b>Quantité à des fins d'évaluation (D)</b>	<b>Prix ferme calculé à des fins d'évaluation (E)</b>
1	Année d'option 1	0,00 \$	25	1(C) * 1(D)
2	Année d'option 2	0,00 \$	25	2(C) * 2(D)
3	Année d'option 3	0,00 \$	25	3(C) * 3(D)
4	Année d'option 4	0,00 \$	25	4(C) * 4(D)
5	Année d'option 5	0,00 \$	25	5(C) * 5(D)
6	Année d'option 6	0,00 \$	25	6(C) * 6(D)

<b>Solicitation No. – N° de l'invitation</b> 72000-170012	<b>Amd. No – N° de la modif.</b>	<b>Buyer ID – Id de l'acheteur</b> 127XL
<b>Client Ref. No. – N° de réf. De client</b>	<b>File No. – N° du dossier</b>	<b>CCC No./N° CCC – FMS No/ N° VME</b>

7	Année d'option 7	0,00 \$	25	7(C) * 7(D)
8	Année d'option 8	0,00 \$	25	8(C) * 8(D)
9	Année d'option 9	0,00 \$	25	9(C) * 9(D)
<b>Total à des fins d'évaluation</b>				<b>Somme 1(E):9(E)</b>

TABLEAU 5					
ANNÉES D'OPTION POUR LE SYSTÈME INTÉGRÉ DE BIBLIOTHÈQUE					
N° d'article (A)	Description (B)	Unité de mesure (C)	Prix unitaire ferme pendant la durée du contrat initial et toutes les périodes d'option (D)	Prix unitaire ferme pendant la durée du contrat initial et toutes les périodes d'option (E)	Prix unitaire ferme pendant la durée du contrat initial et toutes les périodes d'option (D)
1	<u>Stockage de données</u> pour les données numériques qui sont entreposées dans les serveurs du fournisseur, pour une période d'un an (au-delà des 25 Go prévus dans le contrat et l'Énoncé des besoins [annexe C]).	Gigaoctet (Go)	De 1 à 5	De 6 à 10	11 et plus
			0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
Le total utilisé à des fins d'évaluation sera fondé sur le prix pour 11 Go					1(D)
Le prix pour la consommation de données additionnelles sera fondé sur les unités additionnelles cumulatives pour la durée du contrat.					
Exemple : Pendant la durée du contrat initial, 25 Go sont utilisés. Si 5 Go additionnels sont requis, le coût correspondra à l'article 1, colonne D.					
Si l'option d'acheter 5 Go additionnels pour le stockage de données est exercée pendant la même période de contrat, le calcul serait 5+5 = 10 (article 1, colonne E).					

<b>TABLEAU 6</b>		
<b>Prix total global à des fins d'évaluation</b>		
<b>N° d'article (A)</b>	<b>Description (B)</b>	<b>Prix ferme à des fins d'évaluation (C)</b>
1	Total du tableau 1	0,00 \$
2	Total du tableau 2	0,00 \$
3	Total du tableau 3	0,00 \$
4	Total du tableau 4	0,00 \$
5	Total du tableau 5	0,00 \$
<b>Total à des fins d'évaluation</b>		<b>Somme (1C à 5C)</b>

<b>Solicitation No. – N° de l'invitation</b> 72000-170012	<b>Amd. No – N° de la modif.</b>	<b>Buyer ID – Id de l'acheteur</b> 127XL
<b>Client Ref. No. – N° de réf. De client</b>	<b>File No. – N° du dossier</b>	<b>CCC No./N° CCC – FMS No/ N° VME</b>

## ANNEXE B

### ÉNONCÉ DES TRAVAUX

<b>Solicitation No. – N° de l'invitation</b> 72000-170012	<b>Amd. No – N° de la modif.</b>	<b>Buyer ID – Id de l'acheteur</b> 127XL
<b>Client Ref. No. – N° de réf. De client</b>	<b>File No. – N° du dossier</b>	<b>CCC No./N° CCC – FMS No/ N° VME</b>

**ANNEXE C**  
**ÉNONCÉ DES BESOINS**

<b>Solicitation No. – N° de l'invitation</b> 72000-170012	<b>Amd. No – N° de la modif.</b>	<b>Buyer ID – Id de l'acheteur</b> 127XL
<b>Client Ref. No. – N° de réf. De client</b>	<b>File No. – N° du dossier</b>	<b>CCC No./N° CCC – FMS No/ N° VME</b>

## FORMULAIRE 1

### FORMULAIRES DU SOUMISSIONNAIRE

FORMULAIRE DE PRÉSENTATION DE LA SOUMISSION	
<b>Dénomination sociale du soumissionnaire</b> <i>[Remarque à l'intention des soumissionnaires : Les soumissionnaires qui font partie d'un groupe corporatif doivent s'assurer de désigner la bonne corporation à titre de soumissionnaire.]</i>	
<b>Représentant autorisé du soumissionnaire aux fins d'évaluation (p. ex., pour des précisions)</b>	Nom :
	Titre :
	Adresse :
	N° téléphone :
	N° télécopieur :
	Courriel :
<b>Numéro d'entreprise – Approvisionnement (NEA) du soumissionnaire</b> <i>[voir les Instructions et conditions uniformisées de 2003]</i> <i>[Remarque à l'intention des soumissionnaires : Le NEA donné doit correspondre à la dénomination sociale utilisée dans la soumission. Si ce n'est pas le cas, le soumissionnaire sera déterminé en fonction de la dénomination sociale fournie plutôt qu'en fonction du NEA, et le soumissionnaire devra fournir le NEA qui correspond à la dénomination sociale du soumissionnaire.]</i>	
<b>Compétence relative au contrat</b> La province ou le territoire du Canada choisi par le soumissionnaire qui aura les compétences pour assurer l'application de tout contrat subséquent (si différent de celui qui est précisé dans la demande).	
<b>Anciens fonctionnaires</b> Pour obtenir une définition d'« ancien fonctionnaire », voir la clause intitulée « Ancien fonctionnaire », dans la partie 2 de la demande de soumissions.	Le soumissionnaire est-il un ancien fonctionnaire touchant une pension tel que le définit la demande de soumissions?  Oui ____ Non ____  Si oui, fournir l'information requise dans la clause de la partie 2 intitulée « Ancien fonctionnaire ».

<b>Solicitation No. – N° de l'invitation</b> 72000-170012	<b>Amd. No – N° de la modif.</b>	<b>Buyer ID – Id de l'acheteur</b> 127XL
<b>Client Ref. No. – N° de réf. De client</b>	<b>File No. – N° du dossier</b>	<b>CCC No./N° CCC – FMS No/ N° VME</b>

FORMULAIRE DE PRÉSENTATION DE LA SOUMISSION		
	<p>Le soumissionnaire est-il un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu des dispositions de la Directive sur le réaménagement des effectifs?</p> <p>Oui _____ Non _____</p> <p>Si oui, fournir l'information requise dans la clause de la partie 2 intitulée « Ancien fonctionnaire ».</p>	
<p><b>Attestation du contenu canadien</b></p> <p>Comme l'indique la demande, les soumissions offrant au moins 80 % de contenu canadien sont privilégiées.</p> <p><i>[Pour obtenir la définition des produits et des services canadiens, consulter la clause A3050T du guide des CCUA de TPSGC]</i></p>	<p>En apposant ma signature ci-après, j'atteste au nom du soumissionnaire que <i>[cocher la case appropriée]</i> :</p>	
	<p>Au moins 80 % du prix demandé se rapporte à des produits et à des services canadiens (selon la définition indiquée dans la demande)</p>	
	<p>Moins de 80 % du prix demandé se rapporte à des produits et à des services canadiens (selon la définition indiquée dans la demande)</p>	
<p><b>Matériel</b></p> <p><i>(L'autorité contractante devrait l'insérer seulement lorsque les Conditions générales supplémentaires 4001 ont été insérées à la partie 7).</i></p>	<p>Numéro de téléphone sans frais pour les services de maintenance :</p>	
	<p>Site Web pour les services de maintenance :</p>	
<p><b>Maintenance et soutien du logiciel sous licence</b></p> <p><i>(L'autorité contractante devrait l'insérer seulement lorsque les Conditions générales supplémentaires 4001 ont été insérées à la partie 7).</i></p>	<p>Accès par téléphone sans frais :</p>	
	<p>Accès par télécopieur sans frais :</p>	
	<p>Accès par courriel :</p>	
	<p>Adresse du site Web pour le soutien Web :</p>	
<p><b>Niveau d'attestation de sécurité du soumissionnaire</b></p> <p><b>[Indiquer le niveau et la date d'attribution]</b></p> <p><b>[Remarque à l'intention des soumissionnaires : Le nom dans l'attestation de sécurité doit correspondre à la dénomination sociale du soumissionnaire. Si ce n'est pas le cas, l'attestation n'est pas valide pour le soumissionnaire]</b></p>		

<b>Solicitation No. – N° de l'invitation</b> 72000-170012	<b>Amd. No – N° de la modif.</b>	<b>Buyer ID – Id de l'acheteur</b> 127XL
<b>Client Ref. No. – N° de réf. De client</b>	<b>File No. – N° du dossier</b>	<b>CCC No./N° CCC – FMS No/ N° VME</b>

FORMULAIRE DE PRÉSENTATION DE LA SOUMISSION	
<p>En apposant ma signature ci-après, j'atteste, au nom du soumissionnaire, que j'ai lu la demande de soumissions en entier, y compris les documents incorporés par renvoi dans la demande et que :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. le soumissionnaire considère qu'il a les compétences et les produits requis pour satisfaire aux exigences obligatoires décrites dans la demande de soumissions;</li> <li>2. cette soumission est valide pour la période exigée dans la demande de soumissions;</li> <li>3. tous les renseignements fournis dans cette soumission sont complets et exacts;</li> <li>4. si un contrat est attribué au soumissionnaire, ce dernier acceptera toutes les modalités déterminées dans les clauses du contrat subséquent comprises dans la demande de soumissions.</li> </ol>	
<b>Signature du représentant autorisé du soumissionnaire</b>	<hr/>

<b>Solicitation No. – N° de l'invitation</b> 72000-170012	<b>Amd. No – N° de la modif.</b>	<b>Buyer ID – Id de l'acheteur</b> 127XL
<b>Client Ref. No. – N° de réf. De client</b>	<b>File No. – N° du dossier</b>	<b>CCC No./N° CCC – FMS No/ N° VME</b>

<p align="center"><b>Formulaire 2</b>  <b>Formulaire d'attestation de l'éditeur de logiciel</b>  (à utiliser lorsque le soumissionnaire est l'éditeur de logiciel)</p> <p>Le soumissionnaire atteste qu'il est l'éditeur des logiciels et des composants de logiciel suivants et qu'il a tous les droits requis pour fournir les licences de ces logiciels (et de tous les sous-composants non exclusifs intégrés aux logiciels), libres de redevances pour le Canada :</p> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 20px; margin-bottom: 5px;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 20px; margin-bottom: 5px;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 20px; margin-bottom: 5px;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 20px; margin-bottom: 5px;"></div> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 20px; margin-bottom: 5px;"></div> <p><i>[Les soumissionnaires devraient ajouter ou supprimer des lignes au besoin]</i></p>
--

<b>Solicitation No. – N° de l'invitation</b> 72000-170012	<b>Amd. No – N° de la modif.</b>	<b>Buyer ID – Id de l'acheteur</b> 127XL
<b>Client Ref. No. – N° de réf. De client</b>	<b>File No. – N° du dossier</b>	<b>CCC No./N° CCC – FMS No/ N° VME</b>

**Formulaire 3**  
**Formulaire d'autorisation de l'éditeur de logiciel**  
(à utiliser lorsque le soumissionnaire n'est pas l'éditeur de logiciel)

Le présent formulaire vise à confirmer que l'éditeur de logiciel nommé ci-dessous a autorisé le soumissionnaire nommé ci-après à fournir des licences relatives à ses produits logiciels exclusifs dans le cadre de tout contrat attribué à la suite de la demande de soumissions nommée ci-après. L'éditeur de logiciel atteste qu'aucune condition reproduite dans une licence sous emballage rétractable, et reproduite dans ou sur l'emballage du logiciel ou dans toute autre modalité accompagnant le logiciel ne s'appliquera, et que le contrat attribué à la suite de la demande de soumissions (avec ses modifications successives par les parties) représentera l'entente en entier, y compris pour ce qui concerne les licences des produits logiciels de l'éditeur de logiciel indiqués ci-dessous. L'éditeur de logiciel atteste en outre que, si la méthode de livraison (comme le téléchargement) devait nécessiter que l'utilisateur accepte de quelque façon que ce soit l'application de conditions non prévues par la demande de soumissions, ces conditions ne s'appliqueraient pas à l'utilisation par le Canada des produits logiciels de l'éditeur de logiciel indiqués ci-dessous, et ce, même si l'utilisateur accepte de quelque façon que ce soit de se soumettre aux conditions supplémentaires.

Cette autorisation s'applique aux logiciels suivants :

---



---

*[Les soumissionnaires devraient ajouter ou supprimer des lignes au besoin]*

Nom de l'éditeur de logiciel (EL)	<hr/>
Signature du signataire autorisé de l'EL	<hr/>
Nom en caractères d'imprimerie du signataire autorisé de l'EL	<hr/>
Titre en caractères d'imprimerie du signataire autorisé de l'EL	<hr/>
Adresse du signataire autorisé de l'EL	<hr/>
N° de téléphone du signataire autorisé de l'EL	<hr/>
N° de télécopieur du signataire autorisé de l'EL	<hr/>
Date de signature	<hr/>
Numéro de la demande de soumissions	<hr/>
Nom du soumissionnaire	<hr/>

<b>Solicitation No. – N° de l'invitation</b> 72000-170012	<b>Amd. No – N° de la modif.</b>	<b>Buyer ID – Id de l'acheteur</b> 127XL
<b>Client Ref. No. – N° de réf. De client</b>	<b>File No. – N° du dossier</b>	<b>CCC No./N° CCC – FMS No/ N° VME</b>

**Formulaire 4**  
**Liste de noms**

Conformément à la partie 5, article 5.2 (a) – Dispositions relatives à l'intégrité – Liste de noms, veuillez remplir le formulaire ci-dessous.

<b>Dénomination sociale complète de l'entreprise</b>	
<b>Adresse de l'entreprise</b>	
<b>Numéro d'entreprise – Approvisionnement (NEA)</b>	
<b>Numéro de la demande de soumissions</b>	
<b>Membres du conseil d'administration (prénom et nom) ou mettre la liste en pièce jointe</b>	
<b>1. Membre</b>	
<b>2. Membre</b>	
<b>3. Membre</b>	
<b>4. Membre</b>	
<b>5. Membre</b>	
<b>6. Membre</b>	
<b>7. Membre</b>	
<b>8. Membre</b>	
<b>9. Membre</b>	
<b>10. Membre</b>	
<b>Autres membres</b>	
<b>Commentaires</b>	





<b>Solicitation No. – N° de l'invitation</b> 72000-170012	<b>Amd. No – N° de la modif.</b>	<b>Buyer ID – Id de l'acheteur</b> 127XL
<b>Client Ref. No. – N° de réf. De client</b>	<b>File No. – N° du dossier</b>	<b>CCC No./N° CCC – FMS No/ N° VME</b>

véridiques et exhaustifs. De plus, je reconnais que, si des renseignements devaient s'avérer erronés ou manquants, il pourrait en résulter l'annulation de ma soumission, la déclaration de mon inadmissibilité ou ma suspension.

Nous vous remercions de vouloir faire affaire avec le gouvernement du Canada et de vous montrer compréhensifs quant aux mesures additionnelles que nous devons prendre pour protéger l'intégrité du processus d'approvisionnement de TPSGC.

SECTION B – ÉNONCÉ DES TRAVAUX

1. EXIGENCES OBLIGATOIRES

Les soumissions présentées par les fournisseurs éventuels en réponse à la demande de propositions doivent toutes répondre aux exigences obligatoires définies par le Service des poursuites pénales du Canada (SPPC); si tel n'est pas le cas, elles seront considérées comme non recevables.

[Remarque à l'intention du soumissionnaire : Le soumissionnaire doit indiquer si chaque exigence obligatoire est prise en compte dans la solution de base proposée et, si tel n'est pas le cas, il doit indiquer des prix détaillés. Le système intégré de bibliothèque hébergé doit être fonctionnel, achevé et offert sur le marché et il doit comprendre toute composante logicielle et tout service contribuant à la composition de l'ensemble ou des parties mentionnés dans le présent document.]

O-1.0 EXIGENCES GÉNÉRALES

	Description	Justification	Commentaires
O-1.1	Le système doit répondre aux exigences en matière de bilinguisme (français/anglais) et doit permettre aux utilisateurs finaux de passer de la version française de l'interface et du catalogue public en ligne (OPAC) à la version anglaise, et vice-versa.	Confirmation que l'exigence sera respectée, et documentation relative au système renfermant des graphiques (p. ex. instantanés d'écran) qui montrent que l'utilisateur final pourra passer du français à l'anglais, et vice-versa, concernant l'interface, les fonctions de recherche et d'exploration et les enregistrements d'articles.	
O-1.2	Le système doit être hébergé par l'entrepreneur (SaaS).	Confirmation que l'exigence sera respectée.	
O-1.3	Le système doit fournir un espace de stockage de 25 gigaoctets dans sa solution de base proposée.	Confirmation que l'exigence sera respectée.	
O-1.4	Le système doit fournir aux utilisateurs finaux un accès à l'OPAC de la bibliothèque qui repose sur une fonction d'authentification de l'adresse IP et un compte d'utilisateur.	Confirmation que l'exigence sera respectée, et documentation relative au système renfermant des graphiques (p. ex. instantanés d'écran) qui démontre cette fonctionnalité.	
O-1.5	Le système doit offrir les fonctionnalités suivantes :	Confirmation que l'exigence sera respectée, et documentation relative au système renfermant des graphiques (p. ex. instantanés	

	Description	Justification	Commentaires
	Acquisitions; Catalogage et contrôle des autorités; Prêts; Contrôle des publications en série; Catalogue public en ligne (OPAC) pleinement compatible avec Internet Explorer; Accès à Z39.50; Prêts entre bibliothèques; Rapports/statistiques.	d'écran) ou des liens vers des vidéos en ligne produites par l'entrepreneur qui démontrent ces fonctionnalités du système.	
O-1.6	Il ne doit pas y avoir de limite quant au nombre d'utilisateurs de l'OPAC.	Confirmation que l'exigence sera respectée.	
O-1.7	Le système doit permettre la création et le formatage de contenu, que l'utilisateur connaisse le langage HTML ou non.	Confirmation que l'exigence sera respectée, et documentation relative au système renfermant des graphiques (p. ex. instantanés d'écran).	
O-1.8	L'OPAC doit être en mesure de prendre en charge 600 utilisateurs et 200 recherches simultanés.	Confirmation que l'exigence sera respectée.	
O-1.9	Toutes les données (p. ex. fiches bibliographiques) créées ou chargées dans le système par le SPPC demeurent la propriété de l'organisation, et le système doit fournir un mécanisme pour extraire les données dans un format significatif, non exclusif et échangeable.	Confirmation que l'exigence sera respectée.	
O-1.10	Le système doit permettre à un administrateur de système de gérer le contrôle des droits d'accès et de créer différents niveaux de permissions au sein du système.	Confirmation que l'exigence sera respectée, et documentation relative au système.	
O-1.11	Le système doit permettre à 3 utilisateurs autorisés d'importer, de créer, de modifier et de supprimer des données.	Confirmation que l'exigence sera respectée, et documentation relative au système.	

	Description	Justification	Commentaires
O-1.1.12	Le système doit être accessible 24 heures par jour (à l'exception des périodes où le système doit être temporairement mis hors service aux fins de la maintenance prévue).	Confirmation que l'exigence sera respectée, et documentation relative au système.	
O-1.1.13	Le système doit disposer de mécanismes d'aide pour la recherche avancée en ligne auxquels les usagers peuvent accéder à partir de l'OPAC de la bibliothèque.	Confirmation que l'exigence sera respectée, et documentation relative au système.	
O-1.1.14	Le système doit permettre la création de gabarits pour les nouveaux documents qui comportent des champs obligatoires et facultatifs, notamment des guides de l'utilisateur, des guides thématiques, des foires aux questions et des pages d'annonce.	Confirmation que l'exigence sera respectée, et documentation relative au système.	
O-1.1.15	Le système doit offrir la possibilité d'utiliser un chiffrement SSL.	Confirmation que l'option est offerte, et documentation pertinente renfermant des renseignements techniques et de l'information sur les prix.	
O-1.1.16	Le système doit être interexploitable avec un résolveur de lien.	Confirmation que l'option est offerte, et documentation pertinente.	
O-1.1.17	Le système doit être en mesure d'afficher des images et des photographies.	Confirmation que l'exigence sera respectée, et documentation relative au système renfermant des graphiques (p. ex. instantanés d'écran).	
O-1.1.18	L'entrepreneur doit donner au SPPC un préavis d'au moins 24 heures pour toute période de mise hors service du système à des fins de maintenance et de mise à niveau.	Confirmation que l'exigence sera respectée.	
O-1.1.19	Toute période de mise hors service du système à des fins de maintenance et de mise à niveau doit avoir lieu à l'extérieur des heures normales d'activité, soit de 8 h à 20 h, heure normale de l'Est, du lundi au vendredi.	Confirmation que l'exigence sera respectée.	

	Description	Justification	Commentaires
O-1.20	L'entrepreneur doit aviser le SPPC si le système doit être mis hors service afin de traiter un cyberincident et il doit présenter un échéancier pour le rétablissement du service. Si le service est non disponible pendant plus de 10 jours ouvrables, l'entrepreneur doit proroger la date de fin du contrat comme suit : 11 jours ouvrables sans service = Prolongation de 2 semaines; 15 jours ouvrables sans service = Prolongation de 3 semaines; 20 jours ouvrables sans service = Prolongation d'un mois, etc.	Confirmation que l'exigence sera respectée.	
O-1.21	Le système ne doit pas avoir de limites strictes quant au nombre de documents de divers types que la solution peut prendre en charge.	Confirmation que l'exigence sera respectée.	

## O-2.0 MIGRATION DE DONNÉES

	Description	Justification	Commentaires
O-2.1	L'entrepreneur doit être en mesure d'importer les types suivants de données du système Sierra ILS : Fiches bibliographiques (fichiers MARC et csv); Articles; Données enregistrées par les usagers; Codes à barres existants; Opérations de mise en circulation, prêts, entreposages, etc.;	Confirmation que l'exigence sera respectée, et documentation relative au système renfermant des graphiques (p. ex. instantanés d'écran).	

	Description	Justification	Commentaires
	Périodiques (fonds résumés, fonds détaillés, dossiers d'enregistrement; données d'abonnement).		
O-2.2	L'entrepreneur doit être en mesure d'importer les échantillons de données figurant à l'annexe A, lesquels consistent en 3 fiches bibliographiques MARC exportées du système Sierra ILS en format .out.	Confirmation que l'exigence sera respectée. La documentation pertinente sera évaluée relativement à l'exigence C-20.	
O-2.3	L'entrepreneur doit être en mesure d'importer et de charger des dossiers bilingues.	Confirmation que l'exigence sera respectée, et documentation relative au système renfermant des graphiques (p. ex. instantanés d'écran) qui démontre le processus d'importation et d'exportation par lots.	
O-2.4	L'entrepreneur doit joindre un plan préliminaire de mise en œuvre et de migration des données à sa soumission.	Confirmation que l'exigence sera respectée.	
O-2.5	L'entrepreneur doit fournir 40 heures de soutien en matière de mise en œuvre (importation de données, configuration de l'application) dans la solution de base qu'il propose.	Confirmation que l'exigence sera respectée, et documentation relative au système renfermant des graphiques (p. ex. instantanés d'écran) qui démontre l'utilisation de l'échantillon de données.	

### O-3.0 SERVICES DE MISE EN ŒUVRE, DE MAINTENANCE ET DE SOUTIEN

	Description	Justification	Commentaires
O-3.1	L'entrepreneur doit gérer et exécuter les mises à jour du système.	Confirmation que l'exigence sera respectée.	
O-3.2	L'entrepreneur doit fournir 20 heures de soutien en matière de conception et de configuration pour l'interface, les gabarits, les recherches simples et avancées ainsi que les fonctions d'exploration et de filtrage dans la solution de base proposée.	Confirmation que l'exigence sera respectée, et liste des types de soutien de configuration fournis.	

	Description	Justification	Commentaires
O-3.3	La formation destinée au personnel de la bibliothèque doit couvrir toutes les fonctionnalités et doit comprendre des guides de l'utilisateur et d'autres outils de libre-service (p. ex. tutoriels vidéo, séances de formation archivées sur le Web).	Confirmation que l'exigence sera respectée, et documentation pertinente.	
O-3.4	L'entrepreneur doit gérer l'interopérabilité du système.	Confirmation que l'exigence sera respectée.	

#### O-4.0 CATALOGAGE ET MÉTADONNÉES

	Description	Justification	Commentaires
O-4.1	Le système doit permettre la modification des dossiers, soit d'y inclure tout élément, champ ou sous-champ approprié pour le format.	Confirmation que l'exigence sera respectée, et documentation relative au système renfermant des graphiques (p. ex. instantanés d'écran).	
O-4.2	Le système doit permettre des modifications globales ou des modifications massives d'ensembles de dossiers.	Documentation relative au système renfermant des graphiques (p. ex. instantanés d'écran) qui démontre cette fonctionnalité.	
O-4.3	Le système doit permettre l'établissement de normes de métadonnées personnalisées et doit prendre pleinement en charge les formats AACR2, RDA et MARC21.	Confirmation que l'exigence sera respectée, et documentation relative au système renfermant des graphiques (p. ex. instantanés d'écran) qui démontre le processus de personnalisation des métadonnées et d'incorporation des éléments de données RDA.	
O-4.4	Le système doit avoir la capacité de gérer tous les types de documents de bibliothèque : Livres; Livres électroniques; Ressources électroniques; Publications en série;	Confirmation que l'exigence sera respectée, et documentation relative au système renfermant des graphiques (p. ex. instantanés d'écran).	

	Description	Justification	Commentaires
	Pièces jointes.		
O-4.5	Le système doit permettre la saisie d'adresses URL dans les documents pour l'emplacement électronique et l'information en matière d'accès.	Confirmation que l'exigence sera respectée, et documentation relative au système renfermant des graphiques (p. ex. instantanés d'écran).	
O-4.6	Le système doit permettre la création ou le chargement de notices d'autorité pour les sujets et les noms.	Confirmation que l'exigence sera respectée, et documentation relative au système renfermant des graphiques (p. ex. instantanés d'écran).	
O-4.7	Le système doit permettre des fonds, emplacements et sous-emplacements multiples pour un même document.	Confirmation que l'exigence sera respectée, et documentation relative au système renfermant des graphiques (p. ex. instantanés d'écran).	
O-4.8	Le système doit aviser le catalogueur lorsque le document qui est modifié ou enregistré correspond à un document qui figure dans le catalogue.	Confirmation que l'exigence sera respectée, et documentation relative au système renfermant des graphiques (p. ex. instantanés d'écran).	
O-4.9	Le système doit permettre l'impression d'étiquettes pour dos de reliure.	Confirmation que l'exigence sera respectée, et documentation relative au système renfermant des graphiques (p. ex. instantanés d'écran).	
O-4.10	Le système doit prendre en charge le client Z39.50 et permettre l'importation au format MARC de documents d'une source externe par lots ou individuellement.	Documentation relative au système renfermant des graphiques (p. ex. instantanés d'écran) qui démontre le processus pour le client Z39.50 / importation au format MARC de données bibliographiques d'un emplacement à un autre.	
O-4.11	Le système doit permettre l'annulation de modifications individuelles ou globales aux documents.	Confirmation que l'exigence sera respectée, et documentation relative au système renfermant des graphiques (p. ex. instantanés d'écran).	
O-4.12	Le système doit permettre la modification de notices d'autorité de manière individuelle ou globale.	Confirmation que l'exigence sera respectée, et documentation relative au système renfermant des graphiques (p. ex. instantanés d'écran).	
O-4.13	Le système doit pouvoir maintenir un historique des processus de modification globale.	Confirmation que l'exigence sera respectée, et documentation relative au système.	

	Description	Justification	Commentaires
O-4.14	Le système doit pouvoir hyperlier vers des ressources en ligne et donner l'accès par l'entremise de l'OPAC.	Confirmation que l'exigence sera respectée, et documentation relative au système.	
O-4.15	Le système doit permettre la modification de données au cours d'une importation de documents, y compris l'ajout de champs (et de données dans les champs), la suppression de champs (et de données dans les champs), le déplacement de champs (et de données dans les champs), la prévention des chevauchements et la protection des données existantes.	Confirmation que l'exigence sera respectée, et documentation relative au système.	

**O-5.0 PRÊTS ET CONTRÔLE DES PUBLICATIONS EN SÉRIE**

	Description	Justification	Commentaires
O-5.1	Le système doit comprendre une base de données d'utilisateurs à laquelle on peut ajouter des documents créés manuellement et des documents importés de bases de données externes.	Confirmation que l'exigence sera respectée, et documentation relative au système renfermant des graphiques (p. ex. instantanés d'écran).	
O-5.2	Le système doit avoir une fonction de gestion de lettres de réservations et de rappels.	Confirmation que l'exigence sera respectée, et documentation relative au système renfermant des graphiques (p. ex. instantanés d'écran).	
O-5.3	Le système doit permettre au personnel de la bibliothèque d'explorer, de rechercher et de visionner une liste de tous les dossiers d'utilisateur actuels.	Confirmation que l'exigence sera respectée, et documentation relative au système renfermant des graphiques (p. ex. instantanés d'écran) qui démontre cette fonctionnalité.	
O-5.4	Le système doit rendre possible l'établissement de périodes de prêt et de paramètres de renouvellement	Confirmation que l'exigence sera respectée, et documentation relative au système renfermant des graphiques (p. ex. instantanés d'écran) qui démontre cette fonctionnalité.	

	Description	Justification	Commentaires
	fondés sur des politiques de la bibliothèque et doit prévoir des paramètres prioritaires.		
O-5.5	Le système doit pouvoir générer des avis de retard et de rappel automatiques pour les articles de bibliothèque.	Confirmation que l'exigence sera respectée.	
O-5.6	Le système doit permettre au personnel de la bibliothèque de créer, de modifier et de supprimer les profils de clients de la bibliothèque qui comprennent les champs suivants : nom, coordonnées, prêts, entreposages, prêts interbibliothèques, date d'expiration du compte et bureau régional.	Confirmation que l'exigence sera respectée, et documentation relative au système renfermant des graphiques (p. ex. instantanés d'écran) qui démontre cette fonctionnalité.	
O-5.7	Le système doit offrir des options de configuration qui permettent l'emploi de scénarios multiples pour la gestion des prêts et entreposages, y compris des prêts permanents ou à long terme, et doit prévoir des paramètres prioritaires.	Confirmation que l'exigence sera respectée, et documentation relative au système renfermant des graphiques (p. ex. instantanés d'écran) qui démontre cette fonctionnalité.	
O-5.8	Le système doit permettre la personnalisation, la conception et le marquage des avis électroniques.	Confirmation que l'exigence sera respectée.	
O-5.9	Il doit être possible d'accéder à l'information suivante associée à un titre de série : Emplacement de la commande; Réception; Date de renouvellement; Détails des réclamations; Détails de la facture; Détails bibliographiques.	Confirmation que l'exigence sera respectée, et documentation relative au système renfermant des graphiques (p. ex. instantanés d'écran) qui démontre cette fonctionnalité.	
O-5.10	L'enregistrement de publications en série doit automatiquement mettre à jour les états de fonds.	Confirmation que l'exigence sera respectée, et documentation relative au système renfermant des graphiques (p. ex. instantanés d'écran) qui démontre cette fonctionnalité.	

**O-6.0 INTERFACE ET CATALOGUE PUBLIC EN LIGNE**

	Description	Justification	Commentaires
O-6.1	Il doit être possible de personnaliser l'interface du système de manière à appliquer les marques et les préférences institutionnelles.	Confirmation que l'exigence sera respectée, et documentation relative au système renfermant des graphiques (p. ex. instantanés d'écran) qui démontre le processus de personnalisation de l'interface du système.	
O-6.2	L'interface doit être adaptée de manière à s'afficher correctement sur un ordinateur et les appareils mobiles Android.	Confirmation que l'exigence sera respectée, et documentation relative au système renfermant des graphiques (p. ex. instantanés d'écran).	
O-6.3	L'interface doit compter un champ unique de recherche fédérée et une fonction d'exploration par facettes.	Confirmation que l'exigence sera respectée, et documentation relative au système renfermant des graphiques (p. ex. instantanés d'écran).	
O-6.4	Le catalogue public en ligne doit faire état des disponibilités et mettre automatiquement à jour le statut des fonds documentaires.	Confirmation que l'exigence sera respectée, et documentation relative au système renfermant des graphiques (p. ex. instantanés d'écran) qui démontre cette fonctionnalité.	
O-6.5	Le catalogue public en ligne doit permettre aux usagers de se connecter à un compte de client de la bibliothèque et d'exécuter les tâches suivantes à partir de leur poste de travail : Mettre à jour leurs renseignements personnels; Vérifier leurs prêts actuels et les dates de retour; Renouveler des articles; Établir et visionner les entreposages; Créer et exporter des listes; Enregistrer des recherches; Créer des alertes.	Confirmation que l'exigence sera respectée, et documentation relative au système renfermant des graphiques (p. ex. instantanés d'écran) qui démontrent chaque capacité.	

**O-7.0 FOURNITURE DE DOCUMENTS ET PRÊTS ENTRE BIBLIOTHÈQUES**

	Description	Justification	Commentaires
O-7.1	Le système doit compter une fonctionnalité permettant de gérer les demandes nouvelles, pendantes, réclamées, annulées, reçues et satisfaites de prêts entre bibliothèques, la bibliothèque agissant comme prêteuse et emprunteuse, pour tout type de document.	Confirmation que l'exigence sera respectée, et documentation relative au système renfermant des graphiques (p. ex. instantanés d'écran) qui montrent chaque étape possible d'une demande de prêts entre bibliothèques.	
O-7.2	Le système doit permettre le suivi des factures de prêts entre bibliothèques et des numéros de suivi des envois.	Confirmation que l'exigence sera respectée, et documentation relative au système renfermant des graphiques (p. ex. instantanés d'écran).	

## O-8.0 RAPPORTS ET ANALYSES

	Description	Justification	Commentaires
O-8.1	Le système doit compter une fonctionnalité de production de rapports qui peut être utilisée aux fins de la gestion de la bibliothèque, comme des rapports de prêts aux clients et des listes d'acquisition.	L'entrepreneur doit fournir au moins un exemple (et un maximum de trois) de rapports à partir de chacun des modules suivants : catalogue, publications en série, acquisitions et prêts.	
O-8.2	Le système doit permettre l'impression et l'enregistrement de copies électroniques des rapports.	Confirmation que l'exigence sera respectée, et documentation relative au système renfermant des graphiques (p. ex. instantanés d'écran).	
O-8.3	Le système doit pouvoir fournir un historique et des statistiques pour chaque module ou fonction : Acquisitions; Catalogage et contrôle des autorités; Prêts; Contrôle des publications en série; Catalogue public en ligne (OPAC); Prêts entre bibliothèques.	Confirmation que l'exigence sera respectée, et documentation relative au système renfermant des graphiques (p. ex. instantanés d'écran).	

	Description	Justification	Commentaires
O-8.4	Le système doit pouvoir créer des rapports sur les activités et le rendement des fournisseurs.	L'entrepreneur doit fournir un exemple de rapports faisant état de commandes passées auprès de différents éditeurs (date de passation et de réception des commandes), du numéro et du montant des factures (article, livraison, taxes), du champ pour les notes en cas de commande manquante, incomplète ou en retard, ainsi que de la somme totale dépensée pendant une période donnée par fournisseur et fonds.	
O-8.5	Le système doit pouvoir fournir des comptes de documents dans différentes plages de cotes topographiques.	Confirmation que l'exigence sera respectée, et documentation relative au système renfermant des graphiques (p. ex. instantanés d'écran).	

#### O-9.0 FONCTIONNALITÉ DE RECHERCHE ET DE FILTRAGE

	Description	Justification	Commentaires
O-9.1	Le système doit compter un champ unique de recherche fédérée qui permet une recherche en langage clair.	Confirmation que l'exigence sera respectée, et documentation relative au système renfermant des graphiques (p. ex. instantanés d'écran).	
O-9.2	Le système doit compter un modèle de recherche avancée qui permet aux utilisateurs finaux de créer des requêtes.	Confirmation que l'exigence sera respectée, et documentation relative au système renfermant des graphiques (p. ex. instantanés d'écran).	
O-9.3	Le système doit permettre à l'utilisateur de chercher des mots ou des phrases dans plusieurs champs simultanément au moyen d'opérateurs booléens.		
O-9.4	Le système doit être en mesure de trier les résultats des recherches selon la pertinence et la date de publication.	Confirmation que l'exigence sera respectée, et documentation relative au système renfermant des graphiques (p. ex. instantanés d'écran).	
O-9.5	Le système doit comprendre des champs personnalisables pour le filtrage des résultats de recherche : Plage de dates de publication;	Confirmation que l'exigence sera respectée, et documentation relative au système renfermant des graphiques (p. ex. instantanés d'écran).	

	Description	Justification	Commentaires
	Sujet; Format; Type de document; Série; Lieu/région; Langue; Éditeur; Base de données.		
O-9.6	Le système doit permettre aux utilisateurs finaux de sélectionner de multiples filtres pour préciser les résultats de recherche.	Confirmation que l'exigence sera respectée, et documentation relative au système renfermant des graphiques (p. ex. instantanés d'écran).	
O-9.7	Le système doit permettre aux utilisateurs finaux d'effacer les champs et de repartir à zéro.		
O-9.8	Le système doit indiquer le nombre d'articles disponibles en fonction de chaque filtre appliqué.	Confirmation que l'exigence sera respectée, et documentation relative au système renfermant des graphiques (p. ex. instantanés d'écran).	
O-9.9	Le système doit afficher le filtre sélectionné par l'utilisateur final au moyen d'un sélecteur persistant.	Confirmation que l'exigence sera respectée, et documentation relative au système renfermant des graphiques (p. ex. instantanés d'écran).	
O-9.10	Le système doit afficher le menu de filtres en regard des résultats de recherche dans le catalogue public en ligne.	Confirmation que l'exigence sera respectée, et documentation relative au système renfermant des graphiques (p. ex. instantanés d'écran).	

**O-10.0 ACQUISITIONS**

	Description	Justification	Commentaires
O-10.1	Le système doit être en mesure de gérer le processus d'acquisition de documents papier et électroniques	Confirmation que l'exigence sera respectée, et documentation relative au système renfermant des graphiques (p. ex. instantanés d'écran).	

	Description	Justification	Commentaires
	couvrant les commandes fermes, permanentes et d'abonnement.		
O-10.2	Le système doit être doté d'une fonctionnalité permettant d'effectuer un suivi des commandes et des réceptions d'articles de bibliothèque ainsi que du paiement des factures.	Confirmation que l'exigence sera respectée, et documentation relative au système, y compris des exemples et modèles de rapport.	
O-10.3	Le système doit être en mesure de maintenir l'historique des achats pour les numéros d'engagement collectif et les numéros de bon de commande.	Confirmation que l'exigence sera respectée, et documentation relative au système renfermant des graphiques (p. ex. instantanés d'écran).	
O-10.4	Le système doit pouvoir ajuster les données au cours du processus d'acquisition afin de tenir compte des taxes, des coûts de livraison et de manutention de même que de la conversion monétaire.	Confirmation que l'exigence sera respectée, et documentation relative au système renfermant des graphiques (p. ex. instantanés d'écran).	
O-10.5	Le système doit être doté d'une fonctionnalité permettant de gérer les factures et les fournisseurs de la bibliothèque.	Confirmation que l'exigence sera respectée, et documentation relative au système renfermant des graphiques (p. ex. instantanés d'écran).	
O-10.6	Le système doit pouvoir appliquer l'exercice financier du gouvernement du Canada : Du 1 <sup>er</sup> avril au 31 mars.	Confirmation que l'exigence sera respectée, et documentation relative au système renfermant des graphiques (p. ex. instantanés d'écran).	
O-10.7	Le système doit permettre l'utilisation de deux budgets annuels « actifs » simultanés : exercice financier actuel et précédent.	Confirmation que l'exigence sera respectée, et documentation relative au système renfermant des graphiques (p. ex. instantanés d'écran).	

## 2. EXIGENCES COTÉES

[Remarque à l'intention du soumissionnaire : Le soumissionnaire doit indiquer si chaque exigence cotée est prise en compte dans la solution de base proposée et, si tel n'est pas le cas, il doit indiquer des prix détaillés.]

	Description	Points possibles	Justification	Commentaires
C-1	L'interface devrait pouvoir prendre en charge les affichages personnalisés de différents bureaux régionaux.	Exigence satisfaite : 1 point.  *Les points seront attribués uniquement si la solution répond au critère dans son intégralité.	Documentation relative au système renfermant des graphiques (p. ex. instantanés d'écran) qui démontrent cette fonctionnalité.	
C-2	Lorsqu'un en-tête est modifié dans une notice d'autorité locale, le système devrait mettre automatiquement à jour les fiches bibliographiques qui sont autorisées en fonction de l'en-tête en question sans que le personnel doive intervenir.	Exigence satisfaite : 3 points.  *Les points seront attribués uniquement si la solution répond au critère dans son intégralité.	Documentation relative au système renfermant des graphiques (p. ex. instantanés d'écran) qui démontrent cette fonctionnalité.	
C-3	Le système devrait prendre en charge divers types de fichiers (Word, PDF, MP4, WMV et PPT) et permettre l'utilisation de champs répétitifs pour joindre des fichiers.	1 point par type de personnalisation.  Maximum de 5 points.	Documentation relative au système renfermant des graphiques (p. ex. instantanés d'écran) qui démontrent cette fonctionnalité.	
C-4	Le système devrait permettre les recherches dans le texte intégral des fichiers téléchargés et catalogués dans le système de bibliothèque.	Exigence satisfaite : 3 points  *Les points seront attribués uniquement si la solution répond au critère dans son intégralité.	Documentation relative au système renfermant des graphiques (p. ex. instantanés d'écran) qui démontrent cette fonctionnalité.	
C-5	Le système de production de rapports devrait permettre la personnalisation des rapports par le personnel de la bibliothèque (p. ex. capacité de générer des diagrammes et des graphiques ainsi que de trier et de grouper des données).	1 point par type de personnalisation.  Maximum de 5 points.	Documentation relative au système renfermant des graphiques (p. ex. instantanés d'écran) qui démontrent cette fonctionnalité.	

	Description	Points possibles	Justification	Commentaires
C-6	Le système devrait permettre de créer une alerte par courriel ou un fil RSS (compatible avec le lecteur de nouvelles d'Outlook) pour le nouveau contenu d'intérêt, comme de nouvelles acquisitions, des séances de formation et activités ainsi que des annonces.	1 point par type de personnalisation de signalement courant.  Maximum de 3 points.	Documentation relative au système renfermant des graphiques (p. ex. instantanés d'écran) qui démontrent cette fonctionnalité.	
C-7	L'interface du système devrait prendre en charge une fonction de défilement d'images.	Exigence satisfaite : 1 point.  *Les points seront attribués uniquement si la solution répond au critère dans son intégralité.	Documentation relative au système renfermant des graphiques (p. ex. instantanés d'écran) qui démontrent cette fonctionnalité.	
C-8	Le système devrait être doté d'une capacité de recherche fédérée de base permettant de chercher et d'afficher des résultats dans le catalogue public en ligne à partir de bases de données juridiques commerciales et à source ouverte, comme WestlawNext, Quicklaw, Google Scholar et CanLII.	1 point par type de contenu pouvant être intégré dans la fonction de recherche de contenu d'entreprise du système.  Maximum de 5 points.	Documentation relative au système renfermant des graphiques (p. ex. instantanés d'écran) qui démontre cette fonctionnalité.	
C-9	Le système devrait pouvoir intégrer d'autres plateformes : WestlawNext, ProView, Quicklaw, CanLII.	1 point par type de personnalisation.  Maximum de 4 points.	Documentation relative au système renfermant des graphiques (p. ex. instantanés d'écran) qui démontre l'intégration d'autres plateformes.	
C-10	Le système devrait être extensible et devrait prévoir des options de stockage et de bande passante outre ce qui est exigé au point O-1.3.	1 point par option additionnelle de stockage et de bande passante.  Maximum de 3 points.	Précisions sur les tranches tarifaires pour le stockage de données et l'usage de bande passante.	
C-11	Le système devrait offrir des fonctions ou des modules outre les exigences minimales énoncées au point O-1.6,	1 point par fonction ou module supplémentaire.	Documentation relative au système renfermant des graphiques (p. ex. instantanés	

	Description	Points possibles	Justification	Commentaires
	comme le contrôle d'autorité, le suivi de demande de recherche, la gestion de l'apprentissage et un résolveur de lien.	Maximum de 5 points.	d'écran) qui montre cette fonctionnalité et l'information sur les prix.	
C-12	L'entrepreneur devrait fournir un soutien en matière de configuration et de mise en œuvre outre ce qui est exigé aux points O-2.5 et O-3.2.	1 point par type de soutien mis à la disposition de l'administrateur du système.  Maximum de 5 points.	Précisions sur les tranches tarifaires pour le soutien additionnel en matière de configuration.	
C-13	Le système devrait permettre au personnel de la bibliothèque de créer, de modifier et de supprimer les profils de clients de la bibliothèque qui comprennent des champs outre ceux mentionnés au point O-5.3.	Exigence satisfaite : 1 point.  *Les points seront attribués uniquement si la solution répond au critère dans son intégralité.	Documentation relative au système renfermant des graphiques (p. ex. instantanés d'écran) qui démontrent cette fonctionnalité.	
C-14	Le système devrait permettre aux usagers de la bibliothèque d'emprunter et de retourner des livres à partir de leur poste de travail.	Exigence satisfaite : 2 points.  *Les points seront attribués uniquement si la solution répond au critère dans son intégralité.	Documentation relative au système renfermant des graphiques (p. ex. instantanés d'écran) qui démontrent cette fonctionnalité.	
C-15	Le système devrait générer une piste de vérification faisant état des changements apportés aux documents et de la personne ayant fait ces changements.	Exigence satisfaite : 1 point.  *Les points seront attribués uniquement si la solution répond au critère dans son intégralité.	Documentation relative au système renfermant des graphiques (p. ex. instantanés d'écran) qui démontrent chaque fonctionnalité.	

	Description	Points possibles	Justification	Commentaires
C-16	Le système devrait compter des fonctionnalités comme les suivantes pour le catalogue public en ligne : Liens vers des recommandations/documents connexes; Intégration avec les sites de réseautage social; Contributions des usagers (étiquettes, documents similaires, commentaires); Vidéos intégrées; Option d'envoi par courriel pour partager de l'information; Favoris.	1 point par type de fonctionnalité pour le catalogue public en ligne.  Maximum de 10 points.	Documentation relative au système renfermant des graphiques (p. ex. instantanés d'écran) qui démontrent chaque fonctionnalité.	
C-17	L'entrepreneur devrait fournir une proposition concernant la manière dont il mettra en œuvre un accès à identification unique.	1 point par étape distincte décrite.  Maximum de 5 points.	Version préliminaire d'une proposition, et documentation relative au système ou graphiques à l'appui.	
C-18	L'entrepreneur devrait fournir un plan de mise en œuvre et de migration de données qui repose sur l'échantillon de données MARC fourni par le SPPC et qui démontre comment se fera la migration depuis le système Sierra IL-S, y compris la méthodologie, les principales activités, les grandes étapes et l'échéancier estimatif. La stratégie de migration des données doit assurer l'exactitude de toutes les données migrées. La Bibliothèque du SPPC compte environ 10 000 fiches bibliographiques et 600 dossiers d'utilisateur.	1 point par étape distincte décrite.  Maximum de 5 points.	Version préliminaire d'une proposition, et documentation relative au système ou graphiques démontrant l'importation d'un échantillon d'ensemble de données. Si un nettoyage des données est effectué, des instantanés d'écran devraient montrer l'état avant et après l'opération ainsi que la durée approximative du nettoyage.	
C-19	Un administrateur de système de bibliothèque devrait pouvoir créer, modifier et personnaliser l'interface du système et les modèles de dossier sans devoir obtenir un soutien (autre qu'un soutien minimal) en matière de technologie de l'information (TI) auprès de l'entrepreneur ou de l'équipe de soutien de TI interne du SPPC.	1 point par outil permettant à un administrateur de système de créer, de modifier et de personnaliser l'interface de la bibliothèque et les modèles de dossier.	Documentation relative au système renfermant des graphiques (p. ex. instantanés d'écran) qui montrent chaque outil de personnalisation mis à la disposition des administrateurs de système ainsi que le niveau de soutien en matière de TI requis en unités de temps.	

	Description	Points possibles	Justification	Commentaires
		Maximum de 15 points.		
C-20	Le système devrait être hébergé sur des serveurs situés au Canada.	Exigence satisfaite : 1 point.  *Les points seront attribués uniquement si la solution répond au critère dans son intégralité.	Documentation relative au système renfermant des graphiques (p. ex. instantanés d'écran) qui démontrent cette fonctionnalité.	
C-21	L'entrepreneur devrait fournir des instantanés d'écran (catalogue public en ligne et modèle de dossier) d'un échantillon de données bibliographiques de format MARC importé dans le système proposé en format MARC et dans un format autre que MARC qui contient les champs de métadonnées suivants : Mention de responsabilité; Mention d'édition; Mention de publication; Mention de collection; Résumé; Description; ISBN; Langue; Contenu; Emplacement; Code à barres; Cote topographique; Vedettes-matières de la Library of Congress. (*Ces champs ne contiendront pas tous des données dans chaque dossier.)	Exigence satisfaite : 4 points.  *Les points seront attribués uniquement si la solution répond au critère dans son intégralité.	Documentation relative au système renfermant des graphiques (p. ex. instantanés d'écran) qui démontrent les données importées et le nettoyage.	

	Description	Points possibles	Justification	Commentaires
C-22	L'entrepreneur devrait fournir des services de soutien technique au personnel de la bibliothèque par courriel et au moyen d'une ligne d'assistance sans frais ainsi qu'un soutien sur le Web (p. ex. page de foire aux questions, aide-mémoire et avis en ligne) en français et en anglais.	1 point par type de soutien offert dans les deux langues officielles.  Maximum de 4 points.		



## 1. SYSTÈME INTÉGRÉ DE BIBLIOTHÈQUE DU SPPC – ÉNONCÉ DES TRAVAUX

## 2. OBJECTIFS

La Bibliothèque du Service des poursuites pénales du Canada (SPPC) rapatriera les services de bibliothèque de Justice Canada d'ici 2020. En vue de répondre à cet objectif, le SPPC doit acquérir un système intégré de bibliothèque (SIB) qui lui permettra de gérer les services de bibliothèque et d'optimiser l'utilisation des ressources documentaires.

## 3. CONTEXTE

La Bibliothèque du Service des poursuites pénales du Canada a été établie en 2010 et utilise actuellement le système Sierra ILS pour gérer ses ressources documentaires conformément à un protocole d'entente avec Justice Canada.

Population servie	Employés du SPPC (ne comprend pas les mandataires). En date du 31 mars 2017, le SPPC comptait 1 082 employés, dont 523 étaient des avocats.
Emplacements	La Bibliothèque du SPPC est située à Ottawa. La Bibliothèque gère également les ressources documentaires de petits bureaux à 16 emplacements au Canada avec l'aide du personnel de soutien régional.
Fiches bibliographiques	19 558
Enregistrements d'articles	10 647
Dossiers d'utilisateur	671
Utilisateurs au sein du personnel	2-3

En 2006, le SPPC a signé un protocole d'entente avec Justice Canada en vue de la prestation de services de bibliothèque et d'autres services internes. Les services de bibliothèque comprenaient l'utilisation du système de bibliothèque de Justice Canada aux fins du catalogage, des prêts, du contrôle des publications en série et, dans une moindre mesure, des acquisitions de livres. En outre, le personnel du SPPC se sert du catalogue public en ligne du système pour trouver, consulter et demander des ressources documentaires.

En 2016, la Bibliothèque du SPPC a entamé le processus de rapatriement des services de bibliothèque de Justice Canada. Au cours des trois prochaines années, les bureaux suivants déménageront et retireront leurs ressources documentaires du système de Justice Canada : Toronto (2018), Vancouver (2019) et Halifax (2020); ces ensembles de ressources seront transférés vers le nouveau système, où il sera possible de continuer d'assurer leur gestion.

#### **4. TÂCHES**

L'entrepreneur doit :

- Fournir au SPPC un SIB qui est hébergé par l'entrepreneur et qui satisfait à toutes les exigences obligatoires définies dans l'énoncé des besoins, notamment les suivantes :
  - o Importer les données de bibliothèque vers le nouveau système;
  - o Fournir un soutien en matière de mise en œuvre et de configuration pour l'interface, les gabarits, les recherches simples et avancées ainsi que les fonctions d'exploration et de filtrage;
  - o Fournir au personnel de la bibliothèque une formation et les documents de formation requis, y compris des guides de l'utilisateur et d'autres outils de libre-service;
  - o Gérer l'intégrité des données (effectuer la sauvegarde des données, restaurer les données à partir d'une sauvegarde, archiver les données), les mises à jour du système et l'interopérabilité du système.

#### **5. PRODUITS LIVRABLES**

- L'entrepreneur doit importer des échantillons d'ensembles de données dans la solution proposée en tant que preuve de proposition pour l'évaluation en regard de l'énoncé des besoins relatif au SIB.
- L'entrepreneur doit joindre un plan préliminaire de mise en œuvre et de migration des données à sa soumission dans le cadre du processus d'adjudication, lequel plan sera approuvé par le chargé de projet dans les 5 jours suivant l'attribution du contrat.

#### **6. PÉRIODE DE TRAVAIL**

- 2018-2019, plus 9 années d'option.

#### **7. LIMITES ET CONTRAINTES**

- Le système doit satisfaire aux exigences en matière de bilinguisme.

#### **8. DOCUMENTS APPLICABLES ET DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE**

S.O.

#### **9. DÉPLACEMENTS**

S.O.

#### **10. LANGUE DE TRAVAIL**

- Les travaux se dérouleront en français et en anglais.

#### **11. EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ**

- Aucune exigence en matière de sécurité ne s'applique au projet.

## **12. LIEU DE TRAVAIL**

- Le SPPC est situé dans la région de la capitale nationale au 160, rue Elgin, à Ottawa, en Ontario. Tous les travaux seront coordonnés à distance avec l'entrepreneur; aucun travail sur place n'est requis.

Préparé par : Goldwynn Lewis, bibliothécaire de droit

Direction des poursuites réglementaires et économiques et de la gestion de la pratique

Service des poursuites pénales du Canada

Courriel : [Goldwynn.Lewis@ppsc-sppc.gc.ca](mailto:Goldwynn.Lewis@ppsc-sppc.gc.ca)

Tél. : 613-946-1099

Date : 21 février 2018